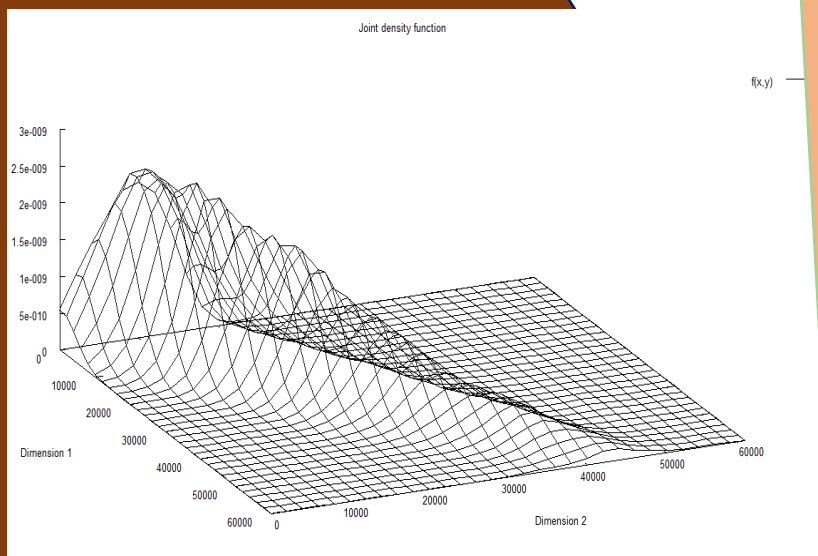




# OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines  
et de l'Artisanat du Cameroun

## Rapport sur la situation économique du Cameroun en 2018



Une publication de l'Observatoire Economique de la Chambre de Commerce,  
d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun

Septembre 2019

CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES MINES ET DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN

Rue de la Chambre de Commerce – Bonanjo – BP 4011 Douala

Tél : (237) 233 42 67 87 / 233 42 98 81 Fax : (237) 233 42 55 96

Email : [siege@ccima.cm](mailto:siege@ccima.cm) – Web : [www.ccima.cm](http://www.ccima.cm)

# TABLE DES MATIERES

<b>TABLE DES MATIERES</b> .....	2
<b>LISTE DES ILLUSTRATIONS</b> .....	4
<b>LISTE DES ABREVIATIONS</b> .....	5
<b>EDITORIAL</b> .....	6
<b>RESUME EXECUTIF</b> .....	8
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	8
II. EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU CAMEROUN EN 2018.....	8
III. OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE.....	9
<b>ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2018</b> .....	10
I. DYNAMIQUE DE L'ECONOMIE MONDIALE DANS SON ENSEMBLE.....	11
II. DYNAMISME DE L'ECONOMIE AFRICAINE.....	12
III. PERSPECTIVES DE CROISSANCE.....	14
IV. COMMERCE MONDIAL.....	15
V. MATIERES PREMIERES ET INFLATION.....	16
<b>EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU CAMEROUN EN 2018</b> .....	18
I. PRODUCTION.....	19
II. DEMANDE NATIONALE.....	21
III. LES FINANCES PUBLIQUES.....	22
IV. LE COMMERCE EXTERIEUR.....	26
V. MONNAIE ET CREDIT.....	31
VI. EVOLUTION DE L'IPC EN 2018.....	41
<b>OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE</b> .....	43
I. ACTIVITE.....	44
II. CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT.....	46
III. PRIX DE VENTE.....	49
IV. EFFECTIFS EMPLOYES ET MASSE SALARIALE.....	51
V. TRESORERIE.....	53
VI. BENEFICES.....	54
VII. CLIMAT DES AFFAIRES.....	56
<b>ANNEXE : LA CCIMA EN ACTION EN 2018</b> .....	58
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	68
<b>WEBOGRAPHIE</b> .....	68
<b>COMITE DE REDACTION</b> .....	69

# LISTE DES ILLUSTRATIONS

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Production mondiale (Variations annuelles en pourcentage).....	15
Tableau 2 : Evolution des cours des principales matières premières échangées par le Cameroun.....	16
Tableau 3 : Inflation (en pourcentage).....	17
Tableau 4 : Évolution de l'activité du secteur primaire (en%) de 2013 à 2018.....	19
Tableau 5 : Evolution de l'activité du secteur secondaire (en%) de 2013 à 2018.....	20
Tableau 6 : Evolution de l'activité du secteur tertiaire (en%) de 2013 à 2018.....	21
Tableau 7 : PIB et ses emplois (évolution des volumes en %).....	22
Tableau 8 : Evolution des soldes budgétaires de 2017 à 2018.....	23
Tableau 9 : Evolution des recettes internes et des composantes (en milliards de FCFA).....	25
Tableau 10 : Evolution des dépenses publiques et des composantes (en milliards de FCFA).....	25
Tableau 11 : Principaux résultats du commerce extérieur (en milliard de francs CFA).....	27
Tableau 12 : Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA).....	28
Tableau 13 : Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA).....	30
Tableau 14 : Situation monétaire (au sens large) à fin décembre 2018 (en milliards de FCFA).....	33
Tableau 15 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA).....	34
Tableau 16 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA).....	36
Tableau 17 : Evolution des dépôts des EMF (en milliards de francs CFA).....	37
Tableau 18 : Evolution des dépôts (en milliards).....	38
Tableau 19 : Evolution des crédits (en milliards).....	39
Tableau 20 : Evolution des prix dans les différentes régions en 2018.....	42

## Liste des graphiques

Graphique 1 : Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB (en point de croissance).....	19
Graphique 2 : Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (en points de croissance).....	19
Graphique 3 : Evolution de quelques indicateurs de finances publiques (en %).....	24
Graphique 4 : Composantes de la masse monétaire (en %).....	32
Graphique 5 : Parts de marché de Crédit.....	35
Graphique 6 : Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2018.....	44
Graphique 7 : Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution de leur chiffre d'affaires, par région, en 2018.....	45
Graphique 8 : Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution de leur chiffre d'affaires, par secteur d'activité, en 2018.....	46
Graphique 9 : Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution de leur chiffre d'affaires, par taille, en 2018.....	46
Graphique 10 : Appréciation des conditions d'approvisionnements par les chefs d'entreprises en 2018.....	47
Graphique 11 : Appréciation des conditions d'approvisionnements par les chefs d'entreprises, par région, en 2018.....	47
Graphique 12 : Appréciation des conditions d'approvisionnements par les chefs d'entreprises, par secteur d'activité, en 2018.....	48
Graphique 13 : Appréciation des conditions d'approvisionnements par les chefs d'entreprises, par taille, en 2018.....	48
Graphique 14 : Opinion des chefs d'entreprises sur les prix de vente, par taille, en 2018.....	49
Graphique 15 : Opinion des chefs d'entreprises sur les prix de vente, par secteur d'activité, en 2018.....	50
Graphique 16 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des prix de vente, par région, en 2018.....	50
Graphique 17 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale.....	51
Graphique 18 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale, par secteur d'activité, en 2018.....	52
Graphique 19 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale, selon la taille, en 2018.....	52
Graphique 20 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie par région, en 2018.....	53
Graphique 21 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie par secteur d'activités, en 2018.....	54
Graphique 22 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie par taille, en 2018.....	54
Graphique 23 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices en 2018.....	55
Graphique 24 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices par secteur d'activités, en 2018.....	55
Graphique 25 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices par taille, en 2018.....	56
Graphique 26 : Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises en 2018.....	57

## LISTE DES ABREVIATIONS

AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AFB	: Afriland First Bank
BAD	: Banque Africaine de Développement
BEAC	: Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BC-PME	: Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises
BGFI	: Banque Gabonaise et Française Internationale
BICEC	: Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit
BREXIT	: British Exit
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CAM	: Centre d'Arbitrage et de Médiation de la CCIMA
CAN	: Coupe d'Afrique des Nations
CCA	: Crédit Communautaire d'Afrique
CCIMA	: Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun
CBC	: Commercial Bank of Cameroon
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFC	: Crédit Foncier du Cameroun
DGD	: Direction Générale des Douanes
DGI	: Direction Générale des Impôts
DP	: Division de la Prévision
DSCE	: Document de Stratégies pour la Croissance et l'Emploi
DSX	: Douala Stock Exchange
EMF	: Etablissement de Microfinance
ECMR	: Emprunt obligataire Etat du Cameroun
FAO	: Food and Agriculture Organisation
FBCF	: Formation Brute de Capital Fixe
FMI	: Fonds Monétaire International
GE	: Grande Entreprise
IARD	: Incendie, Accidents et Risques Divers
INS	: Institut National de la Statistique
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
IPC	: Indice des prix à la consommation
IS	: Impôt sur les Sociétés
KWH	: KiloWatt-Heure
ME	: Moyenne Entreprise
MINFI	: Ministère des Finances
PE	: Petite Entreprise
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNG	: Position Nette du Gouvernement
SAFACAM	: Société Africaine Forestière et Agricole du Cameroun
SCB	: Société Camerounaise des Banques
SCE	: Société Camerounaise d'Equipeement
SGC	: Société Générale du Cameroun
SOCAPALM	: Société Camerounaise de Palmeraies
SONARA	: Société Nationale de Raffinage
STDF	: Standards and Trade Development Facility (Fonds de développement du commerce et des normes)
TPE	: Très Petite Entreprise
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UBA	: United Bank of Cameroon
USA	: United States of America
PEM	: Perspectives Economiques Mondiales

## Editorial

Les crises sécuritaires qui agitent le Cameroun depuis près de cinq (05) ans remettent sur la table la question du développement durable et équitable, tant les différentes thérapies administrées depuis près d'une décennie ont peu fait reculer la pauvreté qui touche encore près de 38% de la population.

Outre une croissance moins vigoureuse et le peu de progrès enregistré sur le plan de l'emploi décent, le rapport de mise en œuvre du DSCE après 10 ans relève d'importants efforts à fournir pour améliorer la gouvernance institutionnelle et redonner confiance aux opérateurs économiques dans un environnement de pauvreté généralisée.

Prévu à un taux moyen de 5,5% entre 2009 et 2019, le rapport montre que la croissance a été en moyenne de 4,5% sur la période. La pauvreté n'a pu reculer que de 3 % alors que l'on escomptait un recul de 10%.

Le moral des opérateurs économiques, par ailleurs, n'est pas au beau fixe. Les craintes que ceux-ci avaient en début 2018<sup>1</sup> (CCIMA, 2018) sur la conduite de leurs affaires, sont restées les mêmes en 2019<sup>2</sup>. 72,3% des opérateurs économiques interrogés lors de la dernière enquête de conjoncture disent ressentir les effets des crises dites « sécuritaires » sur leurs entreprises. Celles-ci restreignent leur libre circulation vers les zones de crises (11,5%), font baisser leurs ventes (11,3%), font chuter leurs commandes (9,5%) et rendent difficiles leurs opérations d'approvisionnement (5%).

Si l'on admet les conséquences négatives des dites crises pour le développement harmonieux des affaires au Cameroun qui caresse des ambitions d'émergence, il devient urgent que le gouvernement accélère la mise en œuvre des réformes visant principalement l'établissement de conditions propices à la création et au développement des affaires dans les régions les plus touchées.

Il est de notoriété que cela passe par le développement de leurs activités agro-sylvo-pastorales, de leurs activités de transformation des produits qui en sont issus, de leurs infrastructures de transport et de communication, des infrastructures cognitives, de l'accès à l'énergie et à l'eau, ainsi que d'un mode de gestion efficace qui tienne compte des spécificités locales. Il en est de même de la mise en place de mécanismes favorisant l'installation des industries agroalimentaires, les problèmes actuels des pertes post récolte qui peuvent atteindre près de 80% pour certaines spéculations, selon la FAO (FAO, 2010), et de débouchés pour les produits des activités du secteur primaire demeurent.

Les infrastructures de transport et de communication permettent l'optimisation des fonctions d'allocation des ressources et de distribution des produits, en même temps qu'ils permettent de réduire les coûts des facteurs de production.

---

<sup>1</sup> Voir CCIMA in Rapport sur la Situation Economique du Cameroun en 2017, novembre 2018.

<sup>2</sup> Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de la CCIMA menée entre avril et mai 2019.

Le développement et l'accès au niveau local des sources d'énergie et d'eau permettraient également de réduire les coûts des facteurs de production, toutes choses agissant sur la compétitivité des produits.

Enfin, un véritable mode de gestion régionale tenant compte des spécificités locales devrait être mis en place, laquelle permettrait de réaliser rapidement les travaux d'infrastructures et d'aménagement des zones, et de mobiliser avec la même célérité les moyens pour ce faire. A ce niveau comme à tous les autres niveaux, le développement des infrastructures cognitives est également indispensable.

Ces propositions visent, somme toute, à faire jouer au secteur privé le rôle qui est le sien : celui de véritable moteur de la croissance, toute voie de sortie de crise nous paraissant difficile à imaginer, qui ne tienne compte de cet impératif.

*Le Président de la CCIMA*

*Honorable Christophe EKEN*



## RESUME EXECUTIF

### I. Environnement économique international

La croissance mondiale a fléchi de 0,2 point en 2018 pour se situer à 3,6%, du fait de la mauvaise conjoncture dans les pays avancés d'une part, et des pays émergents et en développement d'autre part. Le PIB des avancés a évolué de 2,2%, soit 0,2 point de moins qu'en 2017, et celui des pays émergents et en développement, de 4,5%, après 4,8%.

Parmi les pays développés, le Japon et les pays de la zone euro ont enregistré de mauvaises performances (0,8% après 1,9% et 1,8% contre 2,4% respectivement), tandis que la croissance américaine est restée robuste (2,9% après les 2,2% enregistrés en 2017).

Dans le groupe des pays émergents et en développement, les pays d'Europe et d'Asie centrale et dans une moindre mesure, ceux d'Amérique latine et des Caraïbes, ont connu une activité moins importante en 2018. Par contre, l'activité a été dynamique en Afrique subsaharienne.

En Afrique, la croissance s'est repliée à 3,5%, contre 3,6% en 2017, reflétant ainsi la baisse d'activité des pays de l'Afrique du Nord, de l'Afrique de l'Est ainsi que de ceux de l'Afrique australe. Ses deux grands pays ont eu une évolution divergente : une meilleure évolution de la production nigériane contre un ralentissement de celle de l'Afrique du Sud.

En Afrique de l'Ouest, la croissance est restée robuste (3,3% suite aux 2,7% en 2017) et en Afrique centrale, l'augmentation de la production a été plus grande (2,2% après +1,1% un an plus tôt) comme au sein de la CEMAC.

En 2019, et selon les prévisions du FMI, la croissance devrait diminuer de 0,4 point, entraînée par le coup de frein que pourrait connaître l'activité américaine du fait des effets de la guerre commerciale avec la Chine, une guerre qui a une influence négative sur le commerce mondial.

La croissance des échanges mondiaux a refréné en 2018 pour se situer à 3,8% après 5,4% un an plus tôt, et les prix des produits échangés sont restés à des niveaux modérés. Sous les mêmes conditions, il est prévu un nouveau ralentissement du commerce mondial en 2019.

### II. Evolution de l'économie du Cameroun en 2018

#### La production et la demande nationale

Au plan national, le regain de dynamisme observé dans les trois grands secteurs d'activités économiques en 2018 a fait progresser le Produit Intérieur Brut (PIB) de 4,1% contre 3,5% en 2017.

La production du secteur tertiaire dont la contribution à la croissance est de 2,3 points en 2018 a continué de porter l'offre nationale, tandis que la consommation des ménages, avec une contribution de 3%, a tiré la demande nationale.

#### Finances publiques

Les résultats budgétaires montrent que, par rapport à 2017, tous les déficits budgétaires se sont réduits en 2018. Le déficit du solde global est ainsi passé de 3,9% du PIB en 2017 à 1,6% en 2018, et celui du solde global base caisse est passé de 4,1% du PIB en 2017 à 2,8% au cours de la période sous-revue.

L'objectif des recettes internes pour l'exercice 2018, fixé par ordonnance à 3 324 milliards, a été dépassé de 109 milliards, du fait de la bonne mobilisation des recettes pétrolières (+56,3 milliards) et des recettes non pétrolières (+52,7 milliards). Et, les dépenses budgétaires ont crû de 6,2% en glissement annuel pour se situer à 4 211,3 milliards en 2018, à cause des dépenses d'investissements, en hausse de 2,2% pour s'établir à 1 518,0 milliards en fin 2018.

## **Le commerce extérieur**

Les échanges commerciaux du Cameroun ont progressé de 8,8%, même si le déficit commercial s'est creusé de 267,4 milliards par rapport à 2017. Les exportations ont ainsi évolué de 4,4% et les importations, de 11,5% en valeur, du fait de l'augmentation des achats de carburants liés à l'arrêt technique de la Société nationale de raffinage. Sur le plan géographique, l'Union européenne reste le premier partenaire commercial du Cameroun devant l'Asie orientale.

## **Monnaie et Crédit**

La situation monétaire du Cameroun a connu une amélioration de 15,3% à la fin de l'année observée, renvoyant à une augmentation de la masse monétaire en contrepartie de l'évolution positive des avoirs extérieurs nets (5,2%) et du crédit intérieur (21,6%). Les crédits au secteur privé ont augmenté de 9,9%.

Le secteur bancaire et financier composé, en fin 2018 de 15 banques, 8 établissements financiers, 418 établissements de microfinance (EMF), 27 compagnies d'assurance et d'une bourse de valeur mobilière (la DSX) présente, quant à lui, des résultats mitigés. Alors que les dépôts et les crédits ont augmenté dans les banques et les établissements financiers, ceux des microfinances sont en baisse, tout comme la capitalisation boursière à la DSX qui a chuté de 25,1%.

## **Indice des prix à la consommation**

L'inflation est restée modérée (1,3%), soutenue par la progression des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées ainsi que ceux des articles d'habillement et chaussures. Au cours de l'année observée, en outre, ce sont les prix des produits importés qui ont davantage progressé et sur le plan spatial, Bertoua est la ville la plus chère.

En perspective, les prix devraient continuer de croître en 2019. Le taux d'inflation projeté est de 2%. Cette évolution est attribuable aux prévisions de dégradation de la situation sécuritaire et de modification de certaines dispositions de la loi de finances 2019.

## **III. Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de l'activité**

Les résultats de l'enquête de conjoncture montrent que le moral des chefs d'entreprises interrogés a été bas en 2018. Pendant que la comptabilité nationale révèle un regain de dynamisme dans les activités, les responsables d'entreprises estiment pour la plupart que leur niveau d'activité a été atone sur la période sous revue. Un responsable d'entreprise sur deux interrogés pense que le chiffre d'affaire a baissé, traduisant ainsi la perception négative qu'ont la majorité des entreprises, surtout celles de moyennes tailles menant une activité industrielle dans les régions Nord, du Nord-Ouest, de l'Est et du Sud-Ouest, sur leurs conditions d'approvisionnement (solde d'opinion de -27,5%) d'une part, et, d'autre part, sur les évolutions des variables telles que le niveau de leurs commandes, les prix, les emplois, les salaires, les bénéfices (solde d'opinion de -51,4%) et le climat des affaires (-52,2%). Les opinions émises sont fortement influencées par la persistance de l'insécurité dans le septentrion et les régions anglophones (24%), par la baisse du pouvoir d'achat et l'élévation du niveau de vie (9,5%), la hausse des prix des produits de base, la rareté des devises.



# **ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2018**

## **I. Dynamique de l'économie mondiale dans son ensemble**

### **En 2018 l'on observe un ralentissement de la croissance mondiale...**

L'activité mondiale a été moins vigoureuse en 2018, si on la compare à celle observée en 2017. En effet, selon les Perspectives Economiques Mondiales d'avril 2019 (FMI, 2019), le taux de croissance du PIB mondial s'est situé à 3,6%, soit 0,2 point de moins que celui observé en 2017, du fait de la guerre commerciale USA/ Chine, des déséquilibres macroéconomiques en Turquie et en Argentine, de la contreperformance du secteur automobile en Allemagne, du resserrement de la politique de crédit en Chine, du durcissement des conditions financières internationales conjugués à la normalisation de la politique monétaire dans certains pays avancés.

Au final, la croissance des pays développés ainsi que celle des pays émergents et en développement ont globalement ralenti tandis qu'en Afrique subsaharienne en général et en zone CEMAC en particulier, la reprise s'est poursuivie. Les cours des produits de base se sont appréciés, maintenant ainsi l'inflation mondiale au taux élevé de 3,6%, après 3,2%.

### **...consécutif à une perte de vigueur de l'activité des pays avancés ...**

En glissement annuel, les pays avancés ont connu une activité économique moins dynamique en 2018. Suite aux mauvaises performances de certains pays, notamment du Japon et des pays de la zone Euro, le taux de croissance des pays de ce groupe a reculé de 0,2 point, pour se situer à 2,2%.

Ainsi, dans la zone Euro où la croissance est passée de 2,7% à 2,1%, le taux de croissance de l'activité en France laquelle a été influencée par la vague de contestation des gilets jaunes selon l'Institut national de la Statistique de France (INSEE, 2019), a chuté à 1,5% après 2,2%. De même, la croissance de l'économie allemande qui n'a pas pu s'adapter rapidement aux nouvelles normes sur le diesel, affiche le même taux (1,5%), après 2,5% en 2017. L'activité espagnole, quant à elle, est restée assez résiliente sur la période alors que l'Italie serait entrée en récession à l'issue de la deuxième moitié de l'année.

Au Japon où les catastrophes naturelles ont ralenti l'activité malgré une demande intérieure vigoureuse, le taux de croissance se situe à 0,8% après 1,9%.

Par contre, aux Etats-Unis où l'on a observé une croissance de 2,9% après 2,2%, l'activité est restée robuste même si l'on a noté quelques signes d'essoufflement en lien au « shut down » le plus long de l'histoire de ce pays, selon les analystes.

### **... et des pays émergents et en développement**

Les pays d'Europe et d'Asie centrale et dans une moindre mesure, ceux d'Amérique latine et des Caraïbes ont connu une activité moins dynamique en 2018, faisant ainsi pointer la croissance de ce groupe de pays à 4,5% après 4,8%, malgré la poursuite de la reprise constatée en Afrique subsaharienne.

De fait, le taux de croissance de l'Inde est de 7,1% en 2018, après 7,2%, porté notamment par la consommation des ménages.



La croissance chinoise continue sa décélération et s'établit à 6,6% en 2018 (son plus bas niveau depuis presque une décennie), le mix de politiques économiques censé aider le pays à faire face à la double pression extérieure et intérieure créée par la guerre commerciale avec les USA d'un côté, et de l'autre, par la lutte contre l'endettement à risque n'ayant pas encore porté ses fruits.

En Turquie, les trois (03) trimestres consécutifs de baisse d'activité constatés à partir du deuxième trimestre ont fait chuter la croissance du PIB à 2,6%, contre 7,4% en 2017.

La zone Moyen-Orient et Afrique du Nord perd 0,4 point de croissance et affiche 1,4% en 2018 du fait de la volatilité des prix du pétrole conjuguée à la baisse de la production pétrolière et au durcissement des conditions monétaires intérieures dans la plupart des pays exportateurs de pétrole de cette zone.

En Russie par contre, les pressions inflationnistes consécutives à la dépréciation du Rouble survenue au courant de l'année n'ont pas empêché une amélioration de la croissance, puisque l'activité y a crû de 2,3% après 1,6%.

La même tendance a été observée en Afrique subsaharienne qui poursuit sa reprise (3% après 2,9%) entamée depuis 2016, aidée en cela par les bons résultats du Nigéria qui affiche un taux de croissance de 1,9%, plus de deux fois supérieur à celui atteint en 2017 (0,8%).

Enfin, l'activité économique au Brésil est restée stable, avec un taux de croissance de 1,1% comme celui atteint en 2017.

## **II. Dynamisme de l'économie Africaine**

### **En Afrique, la croissance stagne en 2018...**

La croissance du PIB réel africain en 2018 est estimée à 3,5% selon la Banque Africaine de Développement (BAD, 2019), un taux légèrement inférieur à celui de 2017 (3,6%). Cette performance s'explique notamment par la baisse de production enregistrée dans trois des zones les plus productrices du continent, à savoir l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.

### **...du fait du ralentissement de l'activité en Afrique orientale...**

En Afrique de l'est, le PIB réel aurait évolué de 5,7% en 2018 contre 5,9% en 2017 (BAD, Perspectives économiques en Afrique de l'Est, 2019). Dans cette zone, traditionnellement connue pour afficher des taux de croissance les plus élevés d'Afrique, l'Éthiopie, le Rwanda, la Tanzanie, le Kenya et Djibouti affichent les taux les plus forts.

Dans le détail, en Éthiopie et au Rwanda, la croissance du PIB réel a été soutenue par l'industrie et les services. En Tanzanie et au Kenya, le secteur des services a également stimulé la croissance, devant le secteur agricole, principal moteur de croissance du côté de l'offre.

Du côté de la demande, la consommation est restée, selon les analystes, le principal vecteur de croissance en Afrique de l'Est.

### **...de la mauvaise performance de l'Afrique du Nord...**

Les trois facteurs qui déterminent depuis 2016 la croissance en Afrique du Nord, à savoir la stabilisation macroéconomique agitée par les fluctuations des cours des produits de base, la reprise du secteur extractif à partir de 2017, et l'amélioration de la sécurité après le printemps arabe qui est passé par certains pays, ont continué à influencer les performances de la zone. En 2018, l'on estime que sous l'effet de ces facteurs, le taux de progression du PIB de la région soit de 4,3%, un taux de 0,6 point inférieur à celui obtenu en 2017 (BAD, Perspectives économiques en Afrique du Nord, 2019).

### **...et des difficultés rencontrées par l'Afrique du Sud et l'Angola en Afrique australe...**

Les résultats de l'Afrique Australe sont plombés par les mauvaises performances de l'Afrique du Sud et de l'Angola, les deux principales économies de la zone. Si l'on y ajoute d'autres facteurs défavorables tels la forte inflation, l'endettement public croissant, il ne serait pas étonnant que la région continue d'enregistrer les plus mauvais taux de croissance en Afrique en 2019 et en 2020, selon les estimations de la BAD. En 2018, l'Afrique australe affiche en effet un taux de croissance de 1,2%, le taux le plus bas en Afrique, après 1,6% en 2017 (BAD, Perspectives économiques en Afrique australe, 2019).



### **...même si le Nigéria et l'Afrique occidentale enregistrent une bonne performance...**

En Afrique de l'Ouest, le PIB réel aurait évolué plus vite au cours de l'année sous revue qu'en 2017. De fait, son taux de croissance afficherait 3,3% contre 2,7% l'année d'avant selon les estimations de la BAD, portée par la bonne performance du Nigéria, la principale économie de la région (2/3 du PIB régionale) dont les faibles taux plombent toutefois la performance zonale.

Notons que le PIB du Nigéria a cru de plus du double entre 2017 et 2018 pour atteindre un taux de progression de 1,9% à l'issue de l'année, un taux nettement supérieur aux 0,8% constatés en 2017. Le Togo, deuxième partenaire commercial du Cameroun en Afrique enregistre un taux de croissance de 4,7% en 2018, après 4,1% en 2017 (BAD, Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest, 2019).

### **...et que l'Afrique centrale connaît un regain d'activité.**

Du côté de l'Afrique Centrale, la production a sensiblement augmenté en 2018, évoluant ainsi, selon les estimations, de 2,2% après une progression de 1,1% un an plus tôt (BAD, Perspectives économiques en Afrique centrale, 2019). Quoique ce progrès soit remarquable, il convient de noter que la performance de la zone demeure toujours inférieure à celle de l'Afrique dont l'économie globale a crû, pour mémoire de 3,5%. La croissance de la zone a principalement été entraînée par celle des cours des matières premières dont la grande majorité des pays est dépendante.

Au sein de la CEMAC, la reprise reste faible : 1,7% en 2018 après 0,1% en 2017 et -0,3% en 2016.

## **III. Perspectives de croissance**

### **La performance des pays avancés continuerait d'impacter la croissance mondiale en 2019...**

Pour 2019 et conformément au tableau 1 ci-après qui en fait état, le FMI estime que la croissance mondiale devrait continuer de perdre des points pour s'établir à 3,3%, à cause, notamment, de la mauvaise performance des pays avancés. Dans ce groupe de pays, les Etats-Unis où l'on avait ressenti un essoufflement de la croissance depuis la fin de l'année 2018, devrait pâtir à son tour des effets des guerres commerciales enclenchées sur plusieurs fronts, mais surtout de la cessation de la politique budgétaire mise en œuvre depuis fin 2017. Par conséquent, son taux de croissance devrait être légèrement supérieur à celui de 2017 (2,3%).

Dans la zone euro, la croissance devrait chuter à 1,3%, influencée par une consommation privée médiocre, une faible production industrielle après l'adoption de normes d'émissions automobiles révisées et d'une demande extérieure en demi-teinte, en Allemagne ; une demande intérieure fragile, les rendements souverains demeurant élevés en Italie ; l'impact négatif des manifestations de rue en France.

Au Royaume-Uni, l'impact négatif de l'incertitude durable entourant l'issue du Brexit, qui n'est qu'en partie compensé par les effets positifs de la relance budgétaire annoncée dans le budget 2019, pèserait sur la croissance en 2019 (1,2 après 1,4 en 2018).

### **...dans un contexte où la croissance stagnerait dans les pays émergents et en développement.**

Dans le groupe des pays émergents et en développement, la croissance devrait également connaître une légère contraction, (- 0,1 point), du fait des répercussions de la guerre commerciale qu'a principalement subi la Chine au deuxième semestre 2018 et des difficultés rencontrées par la Turquie.

De fait, la croissance dans les pays émergents et pays en développement d'Asie devrait fléchir à 6,3 % en 2019 et en 2020 (contre 6,4 % en 2018), impactée par la baisse de la croissance économique en Chine, malgré une relance budgétaire et l'absence de nouvelle hausse des droits

de douane appliqués par les États-Unis par rapport à ceux qui étaient en vigueur en septembre 2018.

La faiblesse de la demande turque, après un resserrement des conditions de financement extérieur et un durcissement de la politique qui s'imposait devrait nettement faire reculer le taux de croissance des pays émergents et développement d'Europe en 2019 pour le situer à 0,8% après 3,6% en 2018.

Dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan, une multitude de facteurs devrait faire tomber le taux de croissance à 1,5 % en 2019. Il s'agit notamment du ralentissement de la croissance du PIB pétrolier en Arabie saoudite, des problèmes persistants d'ajustement macroéconomique au Pakistan, des sanctions imposées par les États-Unis en Iran, des troubles civils et conflits dans plusieurs autres pays, dont l'Iraq, la Syrie et le Yémen.

En Afrique subsaharienne, par contre la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,5 % en 2019, puis 3,7 % en 2020 (contre 3,0 % en 2018).

Le tableau des perspectives de croissance mondiale ci-après en fait état.

Tableau 1 : Production mondiale (Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne								Projections			
	2001-10	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2024
<b>Monde</b>	<b>3,9</b>	<b>4,3</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>	<b>3,6</b>	<b>3,4</b>	<b>3,4</b>	<b>3,8</b>	<b>3,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,6</b>	<b>3,7</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,2</b>	<b>1,4</b>	<b>2,1</b>	<b>2,3</b>	<b>1,7</b>	<b>2,4</b>	<b>2,2</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>
États-Unis	1,7	1,6	2,2	1,8	2,5	2,9	1,6	2,2	2,9	2,3	1,9	1,6
Zone Euro	1,2	1,6	-0,9	-0,2	1,4	2,1	2	2,4	1,8	1,3	1,5	1,4
Japon	0,6	-0,1	1,5	2	0,4	1,2	0,6	1,9	0,8	1	0,5	0,5
Autres pays avancés <sup>2</sup>	2,8	3	2	2,3	3	2	2,1	2,7	2,2	1,9	2,2	2,2
<b>Pays émergents et en développement</b>	<b>6,2</b>	<b>6,4</b>	<b>5,4</b>	<b>5,1</b>	<b>4,7</b>	<b>4,3</b>	<b>4,6</b>	<b>4,8</b>	<b>4,5</b>	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>	<b>4,9</b>
Par région												
Communauté des États indépendants <sup>3</sup>	5,5	5,3	3,6	2,5	1	-1,9	0,8	2,4	2,8	2,2	2,3	2,4
Pays émergents et en développement d'Asie	8,4	7,9	7	6,9	6,8	6,8	6,7	6,6	6,4	6,3	6,3	6,1
Pays émergents et en développement d'Europe	3,9	6,7	2,6	4,9	3,9	4,8	3,3	6	3,6	0,8	2,8	3,1
Amérique latine et Caraïbes	3,2	4,6	2,9	2,9	1,3	0,3	-0,6	1,2	1	1,4	2,4	2,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord												
Afghanistan et Pakistan	5,1	4,4	4,8	2,6	2,9	2,6	5,2	2,2	1,8	1,5	3,2	2,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,1	4,4	4,9	2,4	2,7	2,4	5,3	1,8	1,4	1,3	3,2	2,8
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>5,9</b>	<b>5,3</b>	<b>4,7</b>	<b>5,2</b>	<b>5,1</b>	<b>3,2</b>	<b>1,4</b>	<b>2,9</b>	<b>3</b>	<b>3,5</b>	<b>3,7</b>	<b>4</b>

Source : FMI, PEM d'Avril 2019

## IV. Commerce mondial

### Le ralentissement du commerce mondial en volume observé en 2018...

Le taux de croissance du commerce mondial est de 3,8% en 2018 après 5,4% un an plus tôt. Selon le FMI, cette performance est causée par la baisse des transactions en volume causée par la baisse de la demande mondiale surtout en Chine, les prix ayant plutôt eu tendance à s'améliorer du fait de la remontée des prix du pétrole et des produits manufacturés.

Ainsi, les taux de croissance des volumes des exportations et des importations des différents groupes de pays (pays avancés et pays émergents et en développement ont globalement baissé. Dans le groupe des pays développés, ils sont passés de 4,4% et 4,3% en 2017 à 3,1% et 3,3% en 2018 respectivement. Et dans celui des pays émergents et en développement, les progressions sont de 4,3% et 5,6% en 2018, après 7,2% et 7,5% un an avant, respectivement.

Les prix des principaux biens échangés quant à eux, ne présentent pas une évolution synchrone en glissement annuel: les prix des produits manufacturés libellés en dollars se sont améliorés de 2,7% en 2018 après avoir fléchi de 0,3% entre 2016 et 2017, ceux du pétrole ont davantage progressé (+26,7%, suite à +23,3%), tandis que les prix des produits primaires hors combustibles ont connu une évolution moins importante (1,6% après 6,4%).

### ...devrait perdurer en 2019 si les tensions commerciales perdurent.

Pour 2019, les économistes du FMI prévoient dans leurs perspectives économiques du mois d'Avril 2019, un nouveau ralentissement du commerce mondial, tant que les tensions commerciales enregistrées depuis et les velléités de repli protectionnistes ne s'estompent pas.

## V. Matières premières et inflation

### Les prix des produits de base restent à des niveaux modérés en 2018...

Les prix des produits de base restent à des niveaux modérés en 2018. Dans un contexte de ralentissement du commerce mondial dû à la baisse de la demande occasionnée par l'exacerbation des tensions commerciales entre Etats, la croissance des prix des principales matières premières échangées a progressivement décéléré le long de l'année, surtout à partir du troisième trimestre de 2018. Signe marquant cette dynamique la chute des prix moyens du brut entre octobre (80,5 dollars) et décembre (50,6 dollars).

Toutefois en glissement annuel, l'on note une amélioration de l'indice des prix des matières. Les prix des produits énergétiques se sont appréciés de 28% tandis que ceux des produits non énergétiques ont presque stagné.

Les prix des matières échangées par le Cameroun ont presque tous connu une amélioration de leur cours entre 2017 et 2018, à l'exception des cafés ainsi que le montre le tableau 2 suivant. Les principales cultures exportées par le pays, enregistrent une hausse des cours de 5,7% en 2018 contre -9.2% en 2017.

Tableau 2 : Evolution des cours des principales matières premières échangées par le Cameroun

	Moy 2017	març-18	juin-18	sept-18	déc-18	Moy 2018	2018/2017
Coton (F Cfa / kg)	1081,96	1210,03	1277,94	1216,93	1052,5	1197,83	11%
Café Robusta (F Cfa / kg)	1330,00	1223,32	1200,3	1039,19	1013,08	1123,43	-16%
Café Arabica (F Cfa / kg)	1990,06	1868,16	1834,27	1611,55	1663,11	1751,25	-12%
Cacao (F Cfa / kg)	1216,98	1319,95	1631,96	1267,81	1202,2	1351,37	11%
Bois grumes (1000 F Cfa / m <sup>3</sup> )	231,04	268,95	253,93	235,92	218,8	246,85	7%
Bois scié (1000 F Cfa / m <sup>3</sup> )	362,19	416,66	396,22	360,21	339,95	382,57	6%
Aluminium (F Cfa / kg)	1144,06	1356,63	1410,92	1197,69	1066,56	1263,38	10%
Pétrole (1000 F cfa/baril)	31,62	40,68	47,03	42,69	35,86	42,60	35%

Source : FMI, INS, Calculs

### ...occasionnant ainsi une faible progression de l'inflation mondiale.

L'inflation mondiale est restée élevée en 2018 (3,6% après 3,2%), tirée par les économies avancées. En effet, ainsi que le révèle le tableau 3 suivant, dans ce groupe de pays, l'indice des prix à la consommation est passé de 1,7% à 2% tandis que dans le groupe des pays émergents et en développement, l'inflation a progressé de 8% en 2018. En 2019, le FMI prévoit des taux de 1,7% et 4,9% respectivement.

Tableau 3 : Inflation (en pourcentage)

	Moyenne 2001-10	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019*	2020*	2024*
<b>Déflateur du PIB</b>												
<b>Pays avancés:</b>	<b>1,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>
Etats-Unis	2,1	2,1	1,9	1,8	1,9	1,1	1,1	1,9	2,3	1,8	2,1	2,1
Zone Euro	1,9	1	1,3	1,2	0,9	1,4	0,8	1,1	1,4	1,5	1,8	2
Japon	-1,1	-1,7	-0,8	-0,3	1,7	2,1	0,3	-0,2	-0,1	0,6	1,2	0,7
Autres pays avancés	2,1	2	1,2	1,5	1,3	1	1,3	2	1,4	1,6	1,7	1,9
<b>Prix à la consommation</b>												
<b>Pays avancés:</b>	<b>2</b>	<b>2,7</b>	<b>2</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>1,7</b>	<b>2</b>	<b>1,6</b>	<b>2,1</b>	<b>2</b>
Etats-unis	2,4	3,1	2,1	1,5	1,6	0,1	1,3	2,1	2,4	2	2,7	2,2
Zone Euro	2,1	2,7	2,5	1,3	0,4	0,2	0,2	1,5	1,8	1,3	1,6	2
Japon	-0,3	-0,3	-0,1	0,3	2,8	0,8	-0,1	0,5	1	1,1	1,5	1,4
Autres pays avancés	2,1	3,3	2,1	1,7	1,5	0,5	0,9	1,8	1,9	1,6	1,8	2
<b>Pays émergents et en développement</b>	<b>6,6</b>	<b>7,1</b>	<b>5,8</b>	<b>5,5</b>	<b>4,7</b>	<b>4,7</b>	<b>4,2</b>	<b>4,3</b>	<b>4,8</b>	<b>4,9</b>	<b>4,7</b>	<b>4,2</b>
Communauté des Etats indépendants	12,1	9,8	6,2	6,5	8,1	15,5	8,3	5,5	4,5	5,7	5	4,3
Pays émergents et en développement d'Europe	4,3	6,5	4,6	4,6	3,4	2,7	2,8	2,4	2,6	2,8	3,1	3,3
Pays émergents et en développement d'Asie	10,2	5,5	6,1	4,5	4,1	3,2	3,2	6,2	8,7	9	7,5	6,9
Amérique latine et Caraïbes	5,8	5,2	4,6	4,6	4,9	5,5	5,6	6	6,2	6,5	5,1	3,6
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	7,1	9,3	9,8	9,2	6,7	5,4	4,7	6,4	10,4	9,7	9,3	7,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	6,9	8,8	9,7	9,4	6,5	5,5	4,9	6,7	11,4	10	9,6	8,2
Afrique subsaharienne	9,9	9,3	9,2	6,6	6,4	7	11,2	11	8,5	8,1	7,4	6,6
<b>Indice des prix nominaux (réels et prévision)</b>												
<b>Indice des prix (2010=100)</b>											<b>2018/2017</b>	
Produits énergétiques							55	68	87	82	81	<b>28%</b>
Produits non énergétiques							79	84	85	83	85	<b>1%</b>
Agriculture							87	87	87	84	86	<b>0%</b>
Engrais							78	74	82	86	88	<b>11%</b>
Métaux et minéraux							63	78	83	81	82	<b>6%</b>
Métaux précieux							97	98	97	100	103	<b>-1%</b>
Pétrole brut (\$/baril)							43	53	68	66	65	<b>28%</b>
Or (\$/once)							1,249	1,258	1,269	1,31	1,36	<b>1%</b>

Source : FMI, PEM d'Avril 2019



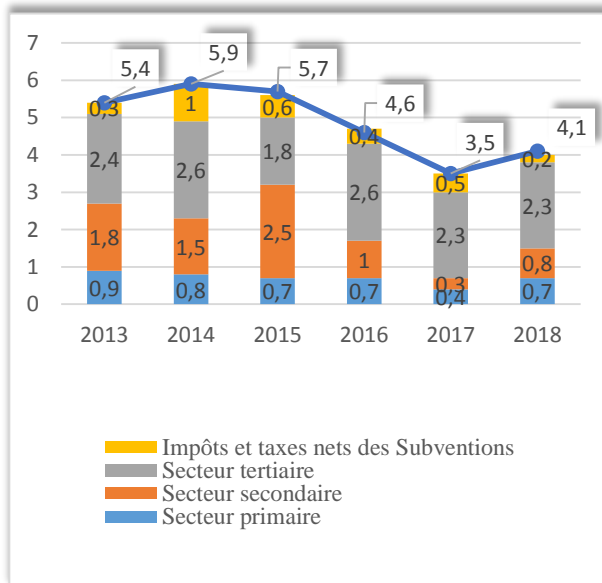
# **EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU CAMEROUN EN 2018**



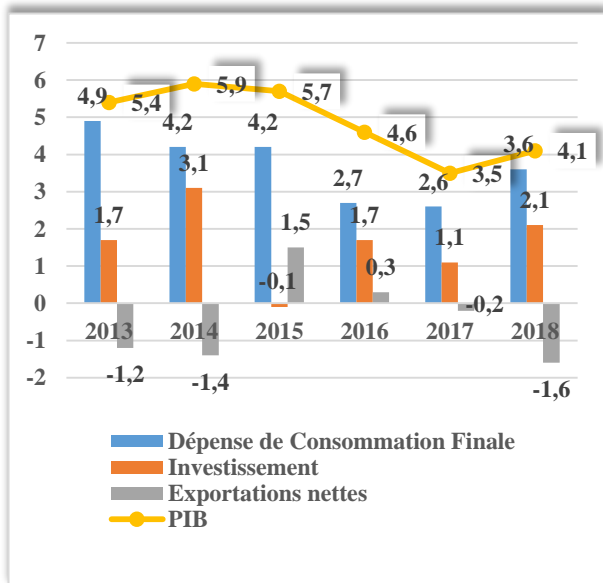
En 2018, on relève une accélération de la croissance économique, avec un taux de 4,1% après 3,5% en 2017 (INS, 2018). Cette évolution est attribuable à un regain de dynamisme dans les secteurs primaire, secondaire (contribution de 0,8 point) et surtout tertiaire (contribution de 2,3 points à la croissance). Cette croissance est également tirée par la consommation privée des ménages et par l'investissement privé. Toutefois, la croissance hors pétrole a ralenti pour s'établir à 4,4% contre 5,0% en 2017.

L'activité économique a su tirer profit de la hausse des cours internationaux de matières premières (pétrole brut, cacao et coton), de l'amélioration de l'offre dans certains secteurs et de la diversification du tissu économique notamment une production de plus en plus grande de gaz naturel.

Graphique 1 : Contribution des secteurs d'activités à la du PIB (en point de croissance)



Graphique 2 : Contribution des emplois du PIB à croissance la croissance réelle (en points de croissance)



Source : CCIMA à l'aide des chiffres des comptes nationaux de l'INS, 2018

## I. Production

### Même si la croissance a accéléré dans le secteur primaire, ...

La croissance dans le secteur primaire s'établit à 5,1% en 2018 après 3,2% en 2017 tel que relevé dans le tableau 4 suivant, en lien avec le dynamisme observé dans les branches agriculture (0,5 point), et sylviculture et exploitation forestière (0,2%). Le bon comportement de la branche sylviculture et exploitation forestière est attribuable à l'accroissement de la demande internationale, notamment celle de la Chine et du Vietnam.

Tableau 4 : Évolution de l'activité du secteur primaire (en%) de 2013 à 2018

Libellé	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Secteur primaire</b>	<b>7</b>	<b>6,2</b>	<b>5,3</b>	<b>5</b>	<b>3,2</b>	<b>5,1</b>
Agriculture	7,3	4,7	6,3	6	2,2	4,8
Elevage et chasse	9,8	5,7	7,2	4,3	4,7	4,4
Sylviculture et exploitation forestière	4,7	13,8	0,2	1,2	6,3	7,3
Pêche et pisciculture	2,4	3	3,1	5	4,5	3,1

Source : INS, Comptes Nationaux, 2018

### ...et que l'on note un regain de la croissance dans le secteur secondaire,...

Dans le secteur secondaire, l'activité s'est également accélérée en 2018 (3,1% après 1,3% en 2017).

Ainsi qu'il en ressort du tableau 5 ci-après, ce regain de croissance est attribuable principalement à une importante production de gaz naturel (+272,2%) qui a permis d'atténuer la baisse de la production observée dans la branche extraction d'hydrocarbures ces dernières années, imputable à la déplétion naturelle des champs de production de pétrole brut.

La branche « bâtiments et travaux publics » (BTP) reste dynamique : 7,6% après 8,9 % en 2017. Ce dynamisme s'explique par la poursuite des grands chantiers d'infrastructures routières et sportives en vue de la tenue des compétitions sportives (CAN) et du désenclavement des bassins de production agricole.

Les branches des industries de boissons et des industries de transformation du bois, sauf fabrication de meubles ont également amélioré leur offre.

Toutefois, la croissance du secteur a été plombée par une chute de l'activité dans la branche raffinage de pétrole brut (-48,0% après -7,8%), du fait de l'arrêt technique de la SONARA du mois d'avril 2018 à novembre 2018.

Tableau 5 : Evolution de l'activité du secteur secondaire (en%) de 2013 à 2018

Libellé	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Secteur secondaire</b>	6,9	5,5	9,6	3,6	1,3	3,1
<b>Industries extractives</b>	8,4	14,3	24,8	-3,4	-16,1	-2,6
<b>dont extraction d'hydrocarbures</b>	8,4	14,4	24,8	-3,6	-16,4	-2,7
<b>Industries Agro-alimentaires</b>	6,8	1,9	1,9	5,7	7,5	4
<b>Autres Industries manufacturières</b>	5,1	0,4	4	4,4	5,6	3,3
<b>Production et distribution d'électricité</b>	12,2	12,6	8,9	3,3	5,9	1,2
<b>Production et distribution d'eau et assainissement</b>	4,1	4	10	-1,4	6,5	2,6
<b>BTP</b>	8	7,5	8,4	10,4	8,9	7,6

Source : INS, Comptes Nationaux, 2018

### ...l'offre nationale en 2018 provient en majorité du secteur tertiaire, principal moteur de la croissance.

Le secteur tertiaire progresse de 4,4% en 2018 comme l'indique le tableau 7 subséquent. Cette performance est attribuable au dynamisme des branches : Commerce et réparation des véhicules (+5,1% après 4,5%) et Banques et organismes financiers (+10,2% après 6,0%).

Par contre, l'activité s'est tassée dans la branche « information et télécommunication » (-2,3 contre +5,7% en 2017) pour la première fois en près d'une décennie, en dépit de la diversification de la fourniture des nouveaux produits et services innovants aux consommateurs.

Tableau 6 : Evolution de l'activité du secteur tertiaire (en%) de 2013 à 2018

<b>Libellé</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>	<b>3,4</b>	<b>4,9</b>	<b>4,3</b>	<b>4,4</b>
<i>Commerce, réparation véhicules</i>	2,7	6,4	3,5	5,6	4,5	5,1
<i>Restaurants et hôtels</i>	-7	-2,1	2,2	6,6	5,3	4,3
<i>Transports, entrepôts, communications</i>	8,2	3	4,3	2,2	4,2	4
<i>Informations et télécommunications</i>	8	7,3	5,1	6	5,7	-2,3
<i>Banques et organismes financiers</i>	14,6	5,6	6,9	5,2	6	10,2
<i>Administration publique, sécurité sociale</i>	4,4	4,7	4,6	3,6	4,8	3,5
<i>Education</i>	4,7	6,4	4,3	6	4,2	3,5
<i>Santé et action sociale</i>	4,1	4,5	-2,9	0,8	3,5	5,3
<i>Autres services</i>	4,3	3,5	2,2	5,9	3,2	4,3

Source : INS, Comptes Nationaux, 2018

## II. Demande nationale

### **Du côté la demande, c'est la consommation privée qui soutient la croissance,**

En 2018, le tableau 7 synthétisant les emplois du PIB, indique que les dépenses de consommation finale privée ont évolué de 4,7% contre 4,3% en 2017. Ces dépenses sont portées par les produits agricoles, les boissons, les services d'hôtellerie et de restauration et les produits chimiques.

### **...quoique les investissements aient accéléré...**

Cependant, les dépenses de consommation finale publique croissent de 3,9% contre une baisse de 1,6% en 2017. Cette évolution s'explique par la hausse des dépenses courantes de l'Etat, tirée essentiellement par les salaires versés aux agents publics.

Les dépenses d'investissement présentent une évolution de 7,8% après 4,2% en 2017. Si l'investissement privé s'est accéléré (9,6% après 6,7% en 2017), l'investissement public a de nouveau baissé (-3,1% après -6,0% en 2017).

Cet accroissement de l'investissement privé est à mettre en relation avec l'augmentation des crédits au secteur privé (+11,9%), en particulier les financements octroyés aux entreprises sous-traitant des travaux relatifs aux projets structurants et de construction des infrastructures de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN).

L'évolution (en baisse) de l'investissement public quant à elle, serait imputable au retard observé dans le paiement des décomptes des dépenses d'investissement.

### **...et que les exportations aient repris.**

Les exportations en volume de biens et services augmentent de 2,3% en 2018 après une baisse de 1,6% en 2017. Leur contribution à la croissance se situe à 0,5 point, soit un gain de 0,8 point en 2018.

Tableau 7 : PIB et ses emplois (évolution des volumes en %)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>1. Dépense de Consommation Finale</b>	<b>6,1</b>	<b>5,1</b>	<b>5,2</b>	<b>3,3</b>	<b>3,3</b>	<b>4,6</b>
<i>dont privée</i>	6,2	5,3	5,3	3,3	4,3	4,7
<i>publique</i>	5,5	4,3	4,7	3,2	-1,6	3,9
<b>2. FBCF</b>	<b>5,6</b>	<b>13</b>	<b>2,5</b>	<b>4,8</b>	<b>4</b>	<b>7,2</b>
<i>dont privée</i>	5,4	15,6	3,3	2,3	6,7	9,6
<i>publique</i>	6,2	3,6	-0,6	15,2	-6	-3,1
<b>3. Variation des stocks</b>	<b>175,1</b>	<b>-37,7</b>	<b>-262,8</b>	<b>-96,3</b>	<b>-395,1</b>	<b>368,8</b>
<b>4. Investissement (2+3)</b>	<b>6,8</b>	<b>12</b>	<b>-0,3</b>	<b>6,5</b>	<b>4,2</b>	<b>7,8</b>
<b>5. Exportations nettes</b>	<b>19,3</b>	<b>19,1</b>	<b>-18,7</b>	<b>-4,8</b>	<b>3,2</b>	<b>28,7</b>
<b>6. Exportations</b>	<b>4,2</b>	<b>5,3</b>	<b>6,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,6</b>	<b>2,3</b>
<i>Exportations des biens</i>	2,8	10,4	10,8	-4,4	-5	2,3
<i>Exportations des services</i>	7,8	-8,2	-7,5	13,6	9,2	2,4
<b>7. Importations</b>	<b>7,5</b>	<b>8,6</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,6</b>	<b>8,1</b>
<i>Importations des biens</i>	5,5	10,9	1,1	-2	-3,8	9,3
<i>Importations des services</i>	14,1	1,7	-5,2	0,2	10,7	4,7
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>5,4</b>	<b>5,9</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>	<b>4,1</b>

Source : INS, Comptes Nationaux, 2018

### III. Les Finances publiques

Le programme économique et financier triennal appuyé par la facilité élargie de crédit conclu entre le Cameroun et le FMI en 2017 invitait le Cameroun à : i) mettre en place des mesures pour le rapatriement des recettes d'exportation ; ii) rationaliser les dépenses fiscales; iii) adopter un rythme prudent d'accumulation de la dette, afin de préserver sa viabilité ; iv) mettre en place un plan d'apurement du stock d'arriérés existant et éviter d'en accumuler de nouveaux au cours de la période de gestion courante. Ce programme vise, pour mémoire, à rétablir la viabilité extérieure et budgétaire du Cameroun.

A cet effet, en 2018, il était prévu la réduction des dépenses liées aux biens et services, ainsi que celle des dépenses de l'administration publique. Parallèlement, une priorité devrait être accordée aux dépenses d'investissements influençant fortement la croissance.

Cependant, le 4 juin 2018, le Président de la République, a signé une ordonnance modifiant et complétant la Loi de Finances 2018. Un acte qui a eu pour conséquence d'augmenter les charges du budget général du Cameroun de 176 milliards pour se situer à 4 689,5 milliards de FCFA. Cette hausse est à mettre en relation avec la création, après l'adoption du budget, d'un ministère en charge de la Décentralisation et la mise en place effective du Conseil constitutionnel.

S'agissant des ressources budgétaires, le gouvernement était autorisé à négocier et à conclure au cours de l'exercice 2018, des emprunts concessionnels et non concessionnels de montants globaux respectivement de 245 milliards et de 436 milliards de FCFA. Les recettes propres sont passées de 3 175 milliards à 3 324 milliards FCFA dans la nouvelle Loi de Finances. L'objectif des recettes fiscales a été révisé à la hausse de 67 milliards, pour s'établir à 2 712 milliards FCFA. L'enveloppe allouée au paiement de la dette intérieure passe de 670 milliards à 713 milliards de FCFA.



### Les performances budgétaires du Cameroun se sont améliorées...

Au terme de la 3<sup>ème</sup> revue du Programme financier du Cameroun, le Conseil d'Administration du FMI a estimé que les performances budgétaires du pays se sont améliorées.

En effet, tel que le montre le tableau y relatif suivant, en 2018, par rapport à 2017, tous les déficits budgétaires se sont réduits. Le déficit du solde global est ainsi passé de 3,9% du PIB en 2017 à 1,6% du PIB ; celui du solde global base caisse est passé de 4,1% du PIB à 2,8% dans la période sous-revue.

Tableau 8 : Evolution des soldes budgétaires de 2017 à 2018

	Déficit (en milliards de FCFA)		Déficit rapporté au PIB (en %)	
	2017	2018	2017	2018
<b>Solde global, base caisse/PIB</b>	-808,2	-583,6	-4,1	-2,8
<b>Solde base global/PIB</b>	-771,7	-336,5	-3,9	-1,6
<b>Solde de base non pétrolier/PIB</b>	-983,8	-836,7	-5,0	-4,0

Source : MINFI/DP

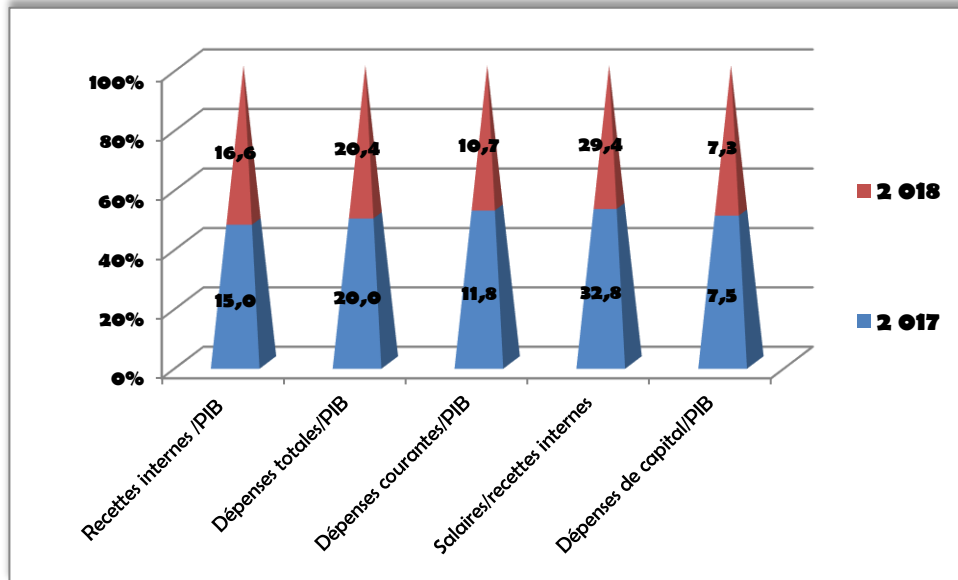
Les recettes pétrolières mobilisées en 2018 ont été supérieures aussi bien au montant retenu dans la Loi de Finances initiale (+138,3 milliards) que celui de l'ordonnance (+56,3 milliards).

Il en est de même des recettes non pétrolières : supérieures de 119,7 milliards au montant prévu dans la Loi de Finances initiale, et de 52,7 milliards à celui de l'ordonnance de juin 2018. Il est à rappeler que le montant des recettes prévu dans l'ordonnance était supérieur à celui de la Loi de Finances initiale. On constate, qu'en dehors de la taxe spéciale sur les produits pétroliers, la mobilisation des grandes masses de recettes fiscales (impôts directs, TVA et impôts sur le commerce international) a été supérieure au montant prévu dans l'Ordonnance.

S'agissant des autres indicateurs des finances publiques, l'on observe, tel que l'illustre le graphique 3, qu'en dehors du ratio dépenses de capital/PIB, tous ont une orientation favorable pour la soutenabilité des finances publiques.

Ainsi, le ratio recettes internes/PIB est passé de 15% en 2017 à 16,6%, attribuable à une bonne mobilisation des recettes fiscales. Le ratio dépenses courantes sur PIB est passé de 11,8% en 2017 à 10,7% en 2018, en lien avec la rationalisation des dépenses publiques. Le ratio salaires sur recettes internes est passé de 32,8% à 29,4% en 2018.

Graphique 3 : Evolution de quelques indicateurs de finances publiques (en %)



Source : MINFI/DP

Toutefois, l'objectif du déficit du solde de base global (100,7 milliards) n'a pas été atteint. Il en est de même du solde de base, non pétrolier (544,7 milliards).

**...grâce à une amélioration des recettes budgétaires de 15,4%...**

Côté recettes, l'objectif de mobilisation des droits d'accise n'a pas été atteint (-14,4 milliards), tout comme celui fixé pour la mobilisation des droits d'enregistrement et de timbre (-14,5 milliards) ; et ce, malgré les mesures prises dans la Loi de Finances 2018 pour leur hausse.

Malgré la révision à la hausse des dépenses de transfert et de subvention, le taux d'exécution a été de 101,6%. De même, il y a eu dépassement des dépenses d'investissements aussi bien sur financements extérieurs (+191,8 milliards) que sur ressources propres (+55,8 milliards).

L'assainissement des finances doit donc se poursuivre. Le Gouvernement devrait trouver un équilibre entre la maîtrise de la dette publique, l'investissement et l'accroissement des recettes budgétaires. Il est indispensable d'améliorer la gestion des finances publiques et de rendre les dépenses publiques plus efficaces.

En 2018, l'objectif des recettes internes pour l'exercice fixé par l'ordonnance à 3 324 milliards a été dépassé de 109 milliards. Ce dépassement résulte de la bonne mobilisation des recettes pétrolières (+56,3 milliards) et des recettes non pétrolières (+52,7 milliards).

Par rapport à l'année 2017, les recettes pétrolières ont augmenté de 29,6% pour s'élever à 500,3 milliards. Les recettes non pétrolières sont passées de 2 589,2 milliards en 2017 à 2 932,7 milliards en 2018, soit une hausse de 13,3%.

Le tableau 10 renseigne sur le fait que l'évolution des recettes non pétrolières est principalement attribuable aux recettes des impôts et taxes hors IS/P (contribution de 5,7 points à la croissance), aux recettes des douanes (+2,7 points) et aux recettes non fiscales (+1,6 point).

Les recettes douanières se chiffrent à 802,8 milliards en 2018, soit une hausse de 9,6% par rapport à 2017. L'accroissement des recettes douanières est attribuable à une bonne mobilisation de la TVA à l'import (hausse de 20,4%).

Tableau 9 : Evolution des recettes internes et des composantes (en milliards de FCFA)

	2017	2018	Variation (en %)
<b>Recettes totales</b>	2 975,1	3 433,0	15,4
<b>Recettes pétrolières</b>	385,9	500,3	29,6
<b>Recettes non pétrolières</b>	2 589,2	2 932,7	13,3
<b>Recettes impôts et taxes hors IS/P</b>	1 790,4	1 939,2	8,3
Impôts/Traitements et salaires	150,5	177,5	17,9
Impôt sur les sociétés non pétrolières	319,6	356,2	11,4
Recettes de TVA	731,6	779,4	6,5
Droits d'accises	186,8	185,6	-0,6
Taxe sur la vente des produits pétroliers	122,2	127,5	4,3
Droits d'enregistrement et du timbre	104,3	111,3	6,7
<b>Recettes des douanes</b>	732,7	802,8	9,6
Droits de Douanes à l'import	361,2	353,9	-2,0
TVA à l'import	316,1	380,5	20,4
<b>Recettes non fiscales</b>	148,0	190,7	28,8

Source : MINFI/DP

### ...plus importante que celle des dépenses budgétaires estimée à 6,2%.

Les dépenses publiques s'élèvent à 4 211,3 milliards en 2018, en hausse de 6,2% par rapport à l'année 2017.

Cette évolution, ainsi que le détaille le tableau subséquent, est surtout imputable aux dépenses d'investissements, qui ont augmenté de 2,2% pour s'établir à 1 518,0 milliards en 2018.

L'année 2018 est marquée par la maîtrise des dépenses courantes, en baisse de 4,4% par rapport à 2017. Toutefois, la masse salariale en se situant à 1 007,7 milliards, augmente de 3,4% par rapport à 2017. Il en est de même des dépenses au titre des transferts et subventions, qui sont passées de 452,5 milliards en 2017 à 485,6 milliards en 2018. La hausse de 7,3% des dépenses des transferts s'explique par la situation sécuritaire fragile dans le Nord- et le Sud-Ouest.

Tableau 10 : Evolution des dépenses publiques et des composantes (en milliards de FCFA)

	2017	2018	Variation (en %)
<b>Dépenses totales</b>	<b>3 965,6</b>	<b>4 211,3</b>	<b>6,2</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 326,6</b>	<b>2 224,5</b>	<b>-4,4</b>
Salaires	974,7	1 007,7	3,4
Achat des biens et services	725,5	731,1	0,8
Transferts et subventions	452,5	485,6	7,3
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>1 484,9</b>	<b>1 518,0</b>	<b>2,2</b>
Dépenses s/financements extérieurs	773,4	787,8	1,9
Dépenses s/ressources propres	691,1	713,9	3,3

Source : MINFI/DP





## **IV. Le commerce extérieur**

### **En dépit du ralentissement du commerce mondial en 2018,...**

Le volume du commerce international de marchandise continue à croître, mais à un rythme plus modéré que ce qui était prévu antérieurement. Il a progressé de 3,0% en 2018 et ralentirait à 2,6% en 2019, du fait de la montée des tensions commerciales et d'un accroissement de l'incertitude économique. Cette relative faible croissance se reflète sur les commandes à l'exportation en forte baisse, de même que le fret aérien international, la production et les ventes d'automobiles ou de composants électroniques.

En gros, l'évolution du commerce mondial est imputable à l'augmentation du nombre de mesures commerciales effectives et projetées visant des exportations des grandes économies. Les tensions commerciales, principalement entre les Etats-Unis et la Chine, liées à des incertitudes politiques et à la volatilité des marchés ont pesé sur le commerce mondial. Au niveau mondial, on observe une hausse des mesures protectionnistes, alors que celles en faveur du commerce international sont en repli. Les tensions géopolitiques ont menacé l'approvisionnement en ressources et perturber les réseaux de production dans certaines régions.

La croissance la plus rapide des exportations de marchandises en termes nominaux a été enregistrée par les producteurs de pétrole, dont le Royaume d'Arabie saoudite (34,8%) et la Fédération de Russie (25,6%). La valeur des importations de marchandises a augmenté le plus pour l'Indonésie (20,2%), le Brésil (19,8%), la Chine (15,8%) et le Vietnam (15,4%).

### **...les échanges commerciaux du Cameroun avec ses partenaires ont augmenté de 8,8%.**

En 2018, la valeur des échanges commerciaux du Cameroun avec ses partenaires, en s'élevant à 5 371 milliards, augmente de 8,8% par rapport à l'année 2017. Cette évolution résulte de la hausse simultanée des exportations et des importations.

## Toutefois, les déficits commerciaux de Cameroun se sont creusés en 2018 ...

En s'établissant à 1 440 milliards en 2018, le déficit commercial se détériore de 267,4 milliards par rapport à 2017. Le creusement du déficit hors pétrole, en se situant à 2 129 milliards, est plus important dans la période sous-revue. Tel qu'aperçu dans le tableau 12, l'aggravation du déficit commercial hors pétrole est imputable à la baisse des exportations hors pétrole conjuguée à une hausse (+13,7%) des importations de même nature. Le mauvais comportement du solde commercial peut aussi s'expliquer par l'effet APE. En effet, les importations en provenance de l'Union Européenne ont progressé de 12,7% entre 2017 et 2018. Les taux de couverture des importations par les exportations reculent sur la période 2016-2018.

Tableau 11 : Principaux résultats du commerce extérieur (en milliard de francs CFA)

Période	2016			2017			2018			Variations	
	a	b	c	a	b	c	a	b	c	c/b	c/a
<b>Libellé</b>											
<b>Exportations</b>	1 959,7	1 881,9	1 965,4							4,4%	0,3%
dont hors Pétrole brut	1 264	1 137	1 103							-3,0%	-12,7%
<b>Importations</b>	3 087,4	3 054,3	3 405,2							11,5%	10,3%
dont hors Pétrole brut	2 773	2 843	3 232							13,7%	16,6%
<b>Balance commerciale</b>	-1 128	-1 172	-1 440							-267,4	-312,0
dont hors Pétrole	-1 509	-1 706	-2 129							-423,7	-619,9
<b>Taux de couverture (en %)</b>	63	62	57,7							-3,9	-5,8
dont hors pétrole (en %)	46	40	34,1							-5,9	-11,4

Sources : MINFI/DGD-DP

## ...alors que les exportations n'ont évolué que de 4,4% ...

En 2018 et par rapport à 2017, les exportations ont augmenté de 4,4% pour se situer à 1 965,4 milliards. En référence au tableau 13, l'on s'aperçoit que l'évolution à la hausse des exportations est dû à celles des ventes de pétrole brut (+15,8%), des bois (bruts et sciés), des butanes liquéfiés (+42,7%) et du coton brut (+22,7%), mais qu'elle a été ralentie par la baisse en valeur des exportations de cacao brut en fèves, de l'aluminium brut (-10,4%), des carburants et lubrifiants (-18,4%) et des pâtes de cacao (-26,5%).

Les exportations hors pétrole brut ont diminué de 3% et, leur poids est de 56,1% de la valeur totale des exportations contre 60,4% en 2017.

Les principaux produits exportés en 2018 sont : les huiles brutes de pétrole (43,9% de la valeur des exportations) ; le cacao brut en fèves (11,9%) ; les bois sciés (8,0%) ; les bois en grume (6,8%) ; le coton brut (5,95%) ; l'aluminium brut (3,44%) ; les carburants et lubrifiants (2,7%) ; les butanes liquéfiés (2,3%) ; les bananes, plantains (1,7%) ; les pâtes de cacao (1,5%).

Tableau 12 : Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA)

Libellés	Période 2016		2017		2018		Variation (en %)			
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
	a		b		c		c/a		c/b	
Bananes, plantains	295,2	38,8	275,7	36,4	217,2	34,2	-21,2	-6,1	-26,4	-11,9
Café	33,0	28,8	24,1	23,9	19,0	18,8	-21,4	-21,4	-42,5	-34,7
<i>dont café robusta</i>	30,9	25,5	22,3	21,0	17,8	17,1	-20,2	-18,6	-42,5	-32,8
Huile de palme	1,6	1,4	1,1	1,0	1,5	1,2	35,0	31,1	-1,9	-10,6
Sucreries sans cacao	3,8	4,9	2,9	4,3	2,8	4,0	-4,4	-6,3	-26,7	-18,6
Cacao brut en fèves	263,7	397,2	221,7	234,1	218,8	233,4	-1,3	-0,3	-17,0	-41,2
Pâte de cacao	15,4	35,4	23,4	41,1	20,5	30,2	-12,7	-26,5	32,8	-14,6
Beurre de cacao	9,4	21,2	15,0	26,5	13,4	20,0	-10,7	-24,4	42,4	-5,7
Chocolats et autres préparation à base de cacao	3,7	7,3	3,7	7,4	3,5	7,0	-5,1	-6,0	-5,0	-5,1
Haricots, autres qu'en grains	3,4	2,5	2,5	1,9	2,3	1,8	-9,9	-4,9	-33,9	-27,0
Préparations pour soupes et potages	3,7	5,8	3,6	5,4	3,4	4,9	-5,9	-9,4	-9,9	-15,4
Liqueurs	5,4	3,7	5,0	3,4	4,6	3,1	-9,3	-8,5	-16,1	-16,2
Huiles brutes de pétrole	4 348,4	695,8	3 488,0	744,5	2 904,3	862,3	-16,7	15,8	-33,2	23,9
Carburants et lubrifiants	398,8	71,4	244,0	64,1	174,3	52,3	-28,6	-18,4	-56,3	-26,8
Butanes liquéfiés	73,9	25,7	78,6	31,3	101,9	44,6	29,6	42,7	38,0	73,6
Produits de beauté ou de maquillage	1,7	4,2	1,5	3,1	1,7	3,1	11,4	2,1	-2,4	-26,3
Savons de ménage en morceaux	41,9	23,3	58,6	30,2	52,9	26,4	-9,7	-12,6	26,1	13,1
Caoutchouc brut	42,3	29,4	42,4	39,3	41,6	30,0	-1,9	-23,7	-1,8	2,0
Bois et ouvrages en bois	1 305,1	284,9	1 508,0	293,2	1 716,0	306,2	13,8	4,4	31,5	7,5
Bois brut (grumes)	807,0	90,2	1 018,0	113,8	1 095,8	121,1	7,6	6,4	35,8	34,3
Bois sciés	663,8	169,7	641,2	151,7	741,8	157,5	15,7	3,8	11,7	-7,2
Feuilles de placage en bois	30,4	21,4	35,1	21,8	45,3	23,7	29,1	8,5	49,1	10,7
Bois contre-plaqués, bois plaqués et bois stratifiés similaires	4,0	1,6	2,1	1,3	4,2	1,7	99,4	26,3	6,5	1,1
Coton brut	101,4	87,4	101,9	95,3	113,6	117,0	11,5	22,7	12,0	33,9
Bonbonnes, bouteilles et flacons	20,8	7,4	19,8	7,6	20,0	7,4	1,2	-2,9	-3,8	0,0
Barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou filées à chaud...	27,9	9,9	19,1	6,9	21,2	8,5	11,3	24,3	-23,8	-14,2
Aluminium brut	65,3	65,2	77,6	75,4	62,0	67,5	-20,1	-10,4	-5,1	3,6
Tôles en aluminium	2,5	4,4	1,9	3,4	2,2	3,7	14,3	10,6	-12,0	-15,7
<i>dont hors pétrole brut</i>		1 263,9		1 137,5		1 103,2		-3,0		-12,7
<b>Total des exportations</b>		<b>1 959,7</b>		<b>1 881,9</b>		<b>1 965,4</b>		<b>4,4</b>		<b>0,3</b>

Sources : MINFI/DGD-DP

### **...les importations ont évolué de 11,5%.**

En 2018, les importations en valeur s'élèvent à 3 405,2 milliards, contre 3054,3 milliards en 2017. Cette hausse est imputable aux achats de carburants et lubrifiants (+87,9%), de machines et appareils mécaniques (+15,2%), de machines et appareils électriques (+8,8%) et aux importations de poissons de mer congelés (+35,3%). Cette évolution a été ralentie par la diminution des importations de véhicules automobiles (-21,6%) et des huiles brutes de pétrole (-18,2%).



Les principaux produits importés en 2018, contenus dans le tableau 14, sont les suivants : les carburants et lubrifiants (13,9% de l'ensemble des importations en valeur) ; les machines et appareils mécaniques (8,3%) ; les machines et appareils électriques (6,8%) ; les véhicules automobiles (5,5%) ; les huiles brutes de pétrole (5,1%) ; les poissons de mer congelés (4,5%) ; le riz (4,2%) ; les produits pharmaceutiques (3,9%) et les matières plastiques (3,1%).

Tableau 13 : Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Période	2016		2017		2018		Variation (en %)			
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Libellés	a		b		c		c/b		c/a	
<b>Animaux et produits du règne animal</b>	255,6	193,0	201,0	145,5	248,2	194,0	23,5	33,3	-2,9	0,5
Poissons de mer congelés	237,2	166,8	181,7	114,3	225,3	154,6	24,0	35,3	-5,0	-7,3
<b>Produits du règne végétal</b>	1 408,3	292,9	1 616,0	345,7	1 465,2	313,7	-9,3	-9,3	4,0	7,1
Céréales	1 265,1	240,4	1 475,0	299,2	1 332,3	267,4	-9,7	-10,6	5,3	11,2
Froment (blé) et méteil	616,7	90,8	681,8	103,7	745,7	115,9	9,4	11,7	20,9	27,6
Maïs	32,0	5,5	46,0	5,8	13,7	3,6	-70,2	-38,1	-57,1	-35,0
Riz	614,4	143,6	728,4	183,7	561,1	144,1	-23,0	-21,6	-8,7	0,3
Produits de la minoterie; malt	110,2	38,4	104,8	33,8	104,0	33,3	-0,7	-1,2	-5,6	-13,2
<b>Graisses et huiles animales ou végétales</b>	41,6	24,1	72,2	39,4	67,8	32,1	-6,1	-18,5	62,9	33,3
<b>Produits alimentaires industriels</b>	242,4	144,2	321,4	170,4	302,1	162,5	-6,0	-4,6	24,6	12,7
Sucres et sucreries	61,8	20,9	128,8	41,5	92,0	27,0	-28,6	-35,0	48,8	28,8
Boissons; liquides alcooliques	44,9	29,4	50,9	33,9	50,9	35,6	0,0	4,8	13,2	20,8
<b>Produits minéraux</b>	4 339,8	598,8	4 010,2	615,1	4 274,7	845,5	6,6	37,5	-1,5	41,2
Sel	149,4	6,7	177,3	7,3	171,4	7,0	-3,3	-2,9	14,8	5,3
Clinkers	1 888,3	81,4	1 870,9	80,9	1 991,0	81,9	6,4	1,3	5,4	0,6
Hydrocarbures	2 076,6	497,9	1 725,3	513,9	1 817,7	736,6	5,4	43,3	-12,5	48,0
Huiles brutes de pétrole	1 507,9	314,2	855,6	211,3	540,9	172,8	-36,8	-18,2	-64,1	-45,0
Carburants et lubrifiants	368,7	128,7	726,9	252,0	1 026,0	473,4	41,1	87,9	178,3	267,9
Butanes liquéfiés	73,9	25,7	78,6	31,3	101,9	44,6	29,6	42,7	38,0	73,6
Coke de bitume et autres résidus du pétrole	115,3	25,4	57,5	16,1	136,6	38,1	137,7	136,7	18,5	50,2
<b>Produits des industries chimiques</b>	492,1	326,0	518,9	365,2	606,9	426,0	17,0	16,6	23,3	30,7
Oxyde d'aluminium	151,8	27,7	151,6	33,7	195,8	65,0	29,1	93,0	29,0	134,4
Produits pharmaceutiques	11,3	110,0	14,4	131,6	16,2	132,9	11,9	1,0	42,9	20,9
Engrais	165,5	31,7	180,0	32,2	209,2	39,3	16,2	22,0	26,4	23,9
Insecticides; fongicides; herbicides etc	13,4	35,4	19,6	45,5	20,3	50,5	3,6	10,8	51,5	42,5
<b>Matières plastiques et caoutchouc</b>	128,2	144,2	127,4	138,8	137,1	149,2	7,6	7,5	7,0	3,5
Matières plastiques	100,4	101,8	100,1	97,6	107,7	106,0	7,6	8,5	7,3	4,1
Pneumatiques neufs	18,4	28,6	18,0	28,3	19,4	29,3	8,0	3,3	5,5	2,5
<b>Matières textiles et leurs ouvrages</b>	123,7	90,5	117,5	85,4	121,1	95,6	3,1	11,9	-2,1	5,6
Friperie	85,7	42,1	76,5	40,6	76,2	42,7	-0,4	5,3	-11,0	1,5
<b>Ouvrages en pierre, ciment et verre</b>	250,7	50,6	287,4	61,4	230,7	53,4	-19,7	-12,9	-8,0	5,7
Carreaux	146,8	22,3	172,0	30,3	153,3	26,3	-10,9	-13,2	4,4	18,1
<b>Métaux communs et leurs ouvrages...</b>	317,1	237,4	270,6	219,5	306,1	240,9	13,1	9,8	-3,5	1,5
Ouvrages en fonte, fer et acier	72,2	89,0	53,9	81,2	76,4	94,5	41,8	16,3	5,9	6,3
<b>Machines et app. mécaniques ou électriques</b>	111,8	582,5	118,4	489,7	125,9	515,8	6,3	5,3	12,6	-11,5
Machines et appareils mécaniques	66,6	266,6	74,7	287,2	76,6	283,8	2,5	-1,2	15,2	6,4
Machines et appareils électriques	45,3	315,8	43,6	202,5	49,3	232,0	12,8	14,6	8,8	-26,5
<b>Matériel de transport</b>	139,0	226,8	156,5	220,5	120,6	212,6	-22,9	-3,6	-13,3	-6,3
Véhicules automobiles; tracteurs	131,1	212,9	111,7	201,2	102,4	188,7	-8,3	-6,2	-21,9	-11,4
<b>Importations hors pétrole</b>		<b>2 773,2</b>		<b>2 843,0</b>		<b>3 232,3</b>		<b>13,7</b>		<b>16,6</b>
<b>Total Importations</b>		<b>3 087,4</b>		<b>3 054,3</b>		<b>3 405,2</b>		<b>11,5</b>		<b>10,3</b>

Sources : MINFI/DGD-DP

## **En outre, l'Union européenne reste le premier partenaire commercial du Cameroun.**

En 2018 et sur le plan géoéconomique, les échanges commerciaux du Cameroun ont été intenses avec l'Union européenne (premier fournisseur et premier client) ; l'Asie orientale (deuxième fournisseur et deuxième client) ; l'Asie du Sud-Est (qui occupe le troisième rang dans le total des échanges en valeur) et l'Afrique de l'Ouest (6<sup>ème</sup> client et 3<sup>ème</sup> fournisseur). La CEMAC occupe le 6<sup>ème</sup> rang dans le total des échanges en valeur. En effet, l'Union européenne pèse 35,% des échanges en valeur tandis que l'Asie Orientale est classée deuxième partenaire commercial avec 23,5% du volume des échanges. Puis viennent par ordre d'importance décroissante l'Asie du Sud-Est (10,5% de la valeur totale des échanges), l'Afrique de l'Ouest (8,5%), l'Amérique du Nord (4,1%), les autres pays de la CEMAC (3,2%) et l'Amérique du Sud (2,2% de la valeur totale des échanges).

Sur le plan bilatéral, la Chine est le premier partenaire du Cameroun. Il est précisément le premier client et le premier fournisseur du Cameroun. Les échanges avec la Chine pèsent 20,9% en 2018 et ont dépassé pour la première fois les 1000 milliards (plus précisément 1 153 milliards) de francs.

La France est le deuxième partenaire commercial du Cameroun (4<sup>ème</sup> client et 2<sup>ème</sup> fournisseur).

Le troisième rang est occupé par l'Italie qui est par ailleurs le 2<sup>ème</sup> client du Cameroun. Elle est suivie par les Pays-Bas (3<sup>ème</sup> client et 4<sup>ème</sup> fournisseur).

En Afrique, le Nigéria est le 3<sup>ème</sup> fournisseur du Cameroun et son 7<sup>ème</sup> partenaire commercial. Le Tchad est le 9<sup>ème</sup> client du Cameroun tandis que le Togo est son 7<sup>ème</sup> fournisseur.

## **V. Monnaie et Crédit**

La mise en œuvre du programme économique et financier triennal conclu avec le FMI en juin 2017, s'est poursuivi en 2018 et a pour objectif, sur le plan monétaire et financier, de préserver la stabilité monétaire et de renforcer la résilience du secteur financier. Des mesures correctives prises pour s'attaquer à l'insuffisance des avoirs extérieurs nets portent des fruits.

La réforme de la politique monétaire a donné naissance à trois catégories d'opérations sur le marché monétaire : i) les opérations classiques (injection de liquidité, facilités marginales de prêt à 24 heures, facilités marginales de dépôt à 24 heures, les opérations de réglage de fin); ii) les opérations visant la stabilité financière (avances intra-journalières et apports de liquidité d'urgence en cas de tension de trésorerie) ; iii) les autres opérations (opérations de longue maturité de 1 à 12 mois et opérations structurelles décidées par le Comité de Politique Monétaire en cas de déséquilibre prononcé de liquidité sur une longue période sans que les instruments classiques n'aient pu le résorber).

### **La situation monétaire se caractérise par une hausse des ressources et emplois monétaires de 15,3% en 2018...**

Le tableau 15 donnant un cliché de la situation monétaire à fin décembre 2018 révèle que la situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 5 954,8 milliards, en hausse de 15,3% par rapport au 31 décembre 2017.

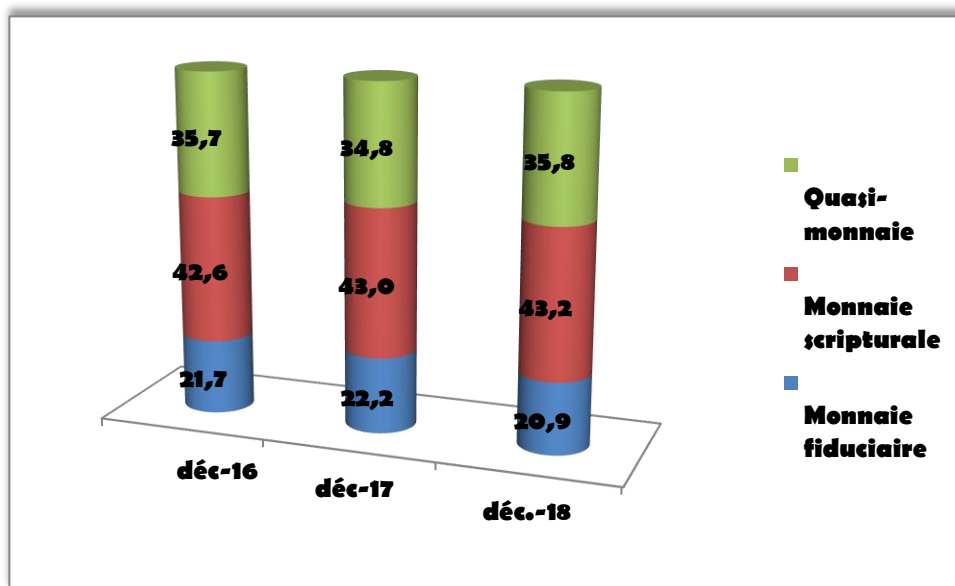
### **...reflétant l'augmentation de la masse monétaire, surtout dans sa composante scripturale, ...**

A fin 2018 (au 31 décembre) et en glissement annuel, la croissance de la masse monétaire s'est accélérée de 14,4%, après une hausse de 5,9% par rapport au 31 décembre 2016, pour s'établir à 5 043,1 milliards.

La hausse de la masse monétaire résulte principalement de celle de la monnaie scripturale (contribution de 6,5 points à la croissance) et de celle de la quasi-monnaie (contribution de 6,2 points).

Tel que l'illustre le graphique 5 ci-contre, la structure de la masse monétaire reste dominée par la monnaie scripturale (son poids est passé de 42,6% en 2016 à 43,2% en 2018). Le poids de la monnaie fiduciaire baisse, passant de 22,2% au 31 décembre 2017 à 20,9%. Le poids de la quasi-monnaie est de 35,8% contre 34,8% en 2017 et 35,7% en 2016.

Graphique 4 : Composantes de la masse monétaire (en %)



Source : BEAC

### **...en contrepartie de l'évolution positive des avoirs extérieurs nets...**

Au terme de l'année 2018 et par rapport à 2017, les avoirs extérieurs nets (AEN) progressent de 5,2% pour s'établir à 1 846,6 milliards. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse de 17,7% des avoirs extérieurs nets de la BEAC. Ils sont sur une tendance haussière depuis 2016.

L'augmentation des avoirs extérieurs nets en 2018 est surtout attribuable à une bonne tenue des cours du baril du pétrole brut, à la poursuite des tirages reçus des partenaires au développement dans le cadre des appuis budgétaires, à un meilleur rapatriement des recettes d'exportation ainsi qu'au rapatriement et à la cession des avoirs extérieurs par toutes les entités publiques.

### **...et du crédit intérieur, lequel a progressé de 21,6%.**

Le crédit intérieur s'élève à 3 882,1 milliards au 31 décembre 2018. Il progresse de 21,6% par rapport à fin décembre 2017. Cette évolution est essentiellement attribuable aux créances nettes sur l'Etat (contribution de 10 points) et des crédits au secteur privé non financier (contribution de 8,7 points). Après une baisse de 11,5% observée en 2017, les crédits aux entreprises publiques non financières augmentent de 66,2% en 2018.

En filigrane, à fin décembre 2018, les créances nettes progressent de 220,4% par rapport au 31 décembre 2017 et s'établissent à 465,2 milliards. La Position Nette du Gouvernement (PNG), composante essentielle des créances nettes du système monétaire sur l'Etat, demeure débitrice de 303,1 milliards, en hausse de 48,3% par rapport à fin décembre 2017. Cette évolution s'explique par la progression du crédit FMI.

S'agissant des crédits à l'économie, ils se chiffrent à 3 231,9 milliards et progressent de 6% par rapport à fin décembre 2017. Cette évolution résulte de l'augmentation de 9,9% des crédits octroyés au secteur privé non financier et de la hausse des crédits aux entreprises publiques non financières.

La répartition et des créances sur l'économie selon la durée reste dominée par la part des crédits à court terme (59,3%). La part des crédits à moyen terme se situe à 39,2% et celle des crédits à long à 1,5%.

Tableau 14 : Situation monétaire (au sens large) à fin décembre 2018 (en milliards de FCFA)

	déc.-16	déc.-17	déc.-18	Variations (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
<b>CONTREPARTIES de la masse monétaire</b>	<b>4 794,3</b>	<b>5 163,8</b>	<b>5 954,8</b>	<b>15,3</b>	<b>24,2</b>
Avoirs Extérieurs Nets	1 706,4	1 970,1	2 072,7	5,2	21,5
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1 105,8	1 321,9	2 072,7	56,8	87,4
Avoirs extérieurs nets des BCM	600,6	648,2	595,5	-8,1	-0,8
Crédit intérieur	3 087,9	3 193,6	3 882,1	21,6	25,7
Créances nettes sur l'Etat	116,7	145,2	465,2	220,4	298,6
Position nette du gouvernement	172,0	204,3	303,1	48,3	76,2
Crédit à l'économie	2 971,2	3 048,5	3 231,9	6,0	8,8
Crédit au secteur privé non financier	2 766,2	2 834,4	3 113,6	9,9	12,6
Crédit aux entreprises publiques non financières	165,1	146,1	242,8	66,2	47,0
<b>RESSOURCES</b>	<b>4 794,3</b>	<b>5 163,8</b>	<b>5 954,8</b>	<b>15,3</b>	<b>24,2</b>
Masse monétaire (M2)	4 163,1	4 407,3	5 043,1	14,4	21,1
Circulation fiduciaire	904,7	977,9	1 056,3	8,0	16,8
Monnaie scripturale	1 773,2	1 895,3	2 179,9	15,0	22,9
Quasi-monnaie	1 485,2	1 534,0	1 807,0	17,8	21,7
Autres postes nets	631,2	756,5	911,6	20,5	44,4

Source : BEAC

### Le secteur monétaire et bancaire présente des résultats mitigés en 2018 : ...

Le secteur bancaire et financier compte 15 banques, 8 établissements financiers, 418 établissements de microfinance (EMF), 27 compagnies d'assurance et une bourse de valeur mobilière (la DSX). La densification des institutions financières, conjuguée au progrès de la finance technologique « Fintech » et de la monnaie électronique, a contribué à l'amélioration de l'inclusion financière. A fin décembre 2018, la valeur des transactions par monnaie électronique a atteint 8 300 milliards en zone CEMAC. En 2017, le total des opérations réalisées au Cameroun s'élevait déjà à 3 412,9 milliards, soit 72,6% des transactions en zone CEMAC.

### ...tandis que les dépôts dans les 3 226 336 comptes que compte le système bancaire ont progressé de 7,9%...

Au 31 décembre 2018, le nombre des comptes bancaires a atteint 3 226 336. Cinq banques détiennent 73,2% des comptes bancaires. Il s'agit de : la Bicec (21,9%), la SGC (16,7%), CCA-Bank (13 %), Afriland First –Bank (10,9%), et Ecobank (10,7%).





Dans ces comptes, les dépôts ont augmenté de 7,9% en glissement annuel et de 10,7% par rapport à fin décembre 2016, pour se chiffrer à 4 442,3 milliards tel que le laisse constater le tableau 16 y afférent.

L'accroissement des dépôts est soutenu par ceux des particuliers (+13,7%), des entreprises privées (+20,1%) ainsi que ceux des entreprises individuelles (+35,4%). Les dépôts de l'administration publique centrale (qui baisse de 20,6%) et ceux des entreprises publiques (-12,8%) ont ralenti la croissance des dépôts bancaires. pour

Par type de clientèle, les particuliers détiennent la plus grande part des dépôts collectés au 31 décembre 2018, soit 1 855,3 milliards. Cela représente 41,8% du total des dépôts contre 38,7% au 31 décembre 2017. Ils sont suivis par les entreprises privées (22,5%), l'administration publique centrale (9,2%), les entreprises publiques (4,8%), les entreprises individuelles (4,3%), les administrations privées (3,8%) et les organismes publics (3,7%).

Tableau 15 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Déc.	Déc.	Déc.	Variations (%)		Poids en
	2016	2017	2018	(c/a)	(c/b)	Déc. 2018
	(a)	(b)	(c)			(%)
Administration publique centrale	280,9	473,1	409,1	-13,5	-20,6	9,2
Administration publique locale	22,6	19,2	20,6	7,3	7,9	0,5
Organismes publics	192,1	166,1	164,6	-0,9	-12,2	3,7
Administrations privées	141,2	155,0	167,2	7,9	0,6	3,8
Entreprises publiques	266,4	224,8	215,2	-4,3	-12,8	4,8
Entreprises privées	830,0	933,4	1 001,6	7,3	20,1	22,5
Sociétés d'assurance et de capital	124,6	145,6	149,5	2,7	2,9	3,4
Entreprises individuelles	106,2	113,8	189,2	66,3	35,4	4,3
Particuliers	1 473,3	1 553,0	1 855,3	19,5	13,7	41,8
Divers	223,8	228,1	270,0	18,4	16,1	6,1
<b>Total</b>	<b>3 661,1</b>	<b>4 012,1</b>	<b>4 442,3</b>	<b>10,7</b>	<b>7,9</b>	

Source: BEAC

En termes de parts de marché de dépôt, Afriland First-Bank occupe la 1<sup>ère</sup> place avec 17,7% du total des dépôts bancaires. Elle est suivie par : SGC (15,7%), BICEC (13,5%), SCB (12 %), ECOBANK (8,4%), UBA (5,6%), CBC (5%), CCA-Bank (4,5%), SCBC (4,3%), BGF-I-Bank (4,3%), BAC (3,9%), CITIBANK (2,3%), NFC-Bank (1,9%), UBC (1%) et BC-PME (0,2%).

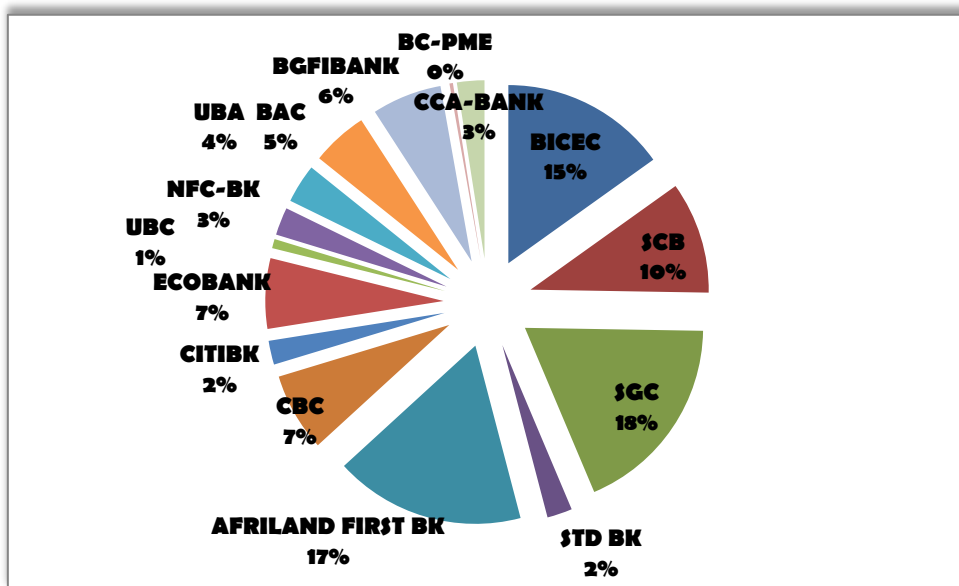
**...et que les crédits accordés aux déposants ont crû de 6,3%, ...**

A fin décembre 2018, l'encours des crédits s'élève à 3 596,9 milliards, soit une hausse de 6,3% en glissement annuel. L'augmentation des crédits est tirée par celle des crédits aux entreprises publiques (+64,8%), des entreprises privées (+3,9%), des particuliers (+14,6%) et par la hausse de 23,1% des crédits octroyés aux entreprises individuelles.



En termes de parts de marché, l'on peut lire dans le graphique 6 suivant que la SGC a octroyé 18,4% du total des crédits. Elle devance ainsi Afriland First Bank (17,3%) et la BICEC (15,1%).

Graphique 5 : Parts de marché de Crédit



Source : COBAC

Par type de clientèle, le tableau 17 traitant de la répartition des crédits laisse apparaître que 64,5% de l'encours de crédits sont destinés aux entreprises privées, soit 2 321 milliards. Les particuliers en captent 14,2% ; l'Administration publique centrale, 7,2% ; les entreprises publiques, 7% ; et les entreprises individuelles 5,1%.

Tableau 16 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Déc.	Déc.	Déc.	Variations		Poids en Déc. 2018
	2016	2017	2018	(%)	(%)	(%)
	(a)	(b)	(c)	(c/a)	(c/b)	(%)
Administration publique centrale	36,0	267,4	258,3	-3,4	-0,3	7,2
Administration publique locale	1,5	1,4	1,4	0,0	7,7	0,0
Organismes publics	17,7	0,0	7,5	NC	-32,4	0,2
Administrations privées	24,8	30,2	53,8	78,1	234,2	1,5
Entreprises publiques	208,7	152,4	251,1	64,8	-5,9	7,0
Entreprises privées	2 263,8	2 233,5	2 321,0	3,9	3,7	64,5
Sociétés d'assurance et de capital	4,1	3,2	3,8	18,8	-79,7	0,1
Entreprises individuelles	119,8	148,1	182,3	23,1	46,8	5,1
Particuliers	477,7	444,6	509,5	14,6	14,9	14,2
Divers	7,0	40,7	8,2	-79,9	60,8	0,2
<b>Total</b>	<b>3 161,1</b>	<b>3 321,5</b>	<b>3 596,9</b>	<b>8,3</b>	<b>6,3</b>	

Source: BEAC

Les concours financiers octroyés par les banques se sont orientés vers les branches d'activité suivantes : le secteur des « BTP » bénéficie du montant le plus élevé des crédits (21,8% du total de crédit), suivi par les secteurs de « production et distribution d'électricité, gaz, et eau » (15,4%), « commerce, restaurant et hôtellerie (15,2%), « transport et activités auxiliaires de transport » (14%), « agriculture, élevage, chasse, sylviculture et pêche » (13,6 %) « Industries extractives » (10,6%).

A fin décembre 2018, le taux de couverture des crédits par les dépôts de l'ensemble des banques se situe à 123,5% contre 120,8% en glissement annuel. Les créances brutes en souffrance ont atteint 554,0 milliards. Le taux des créances brutes en souffrance se situe à 15,4 %. Les provisions constituées augmentent à 426 milliards.

A fin décembre 2018, la situation des normes prudentielles dans les 15 banques se présente ainsi qu'il suit :

- 9 banques se conforment globalement aux normes exigées ;
- 10 banques respectent les ratios de solvabilité et de couverture des immobilisations ;
- 14 banques respectent le ratio de liquidité parmi lesquelles 04 sur liquides ;
- 03 banques présentent des fonds propres nets négatifs ;
- 06 banques ne respectent pas le ratio de transformation à long terme.

### **...le total des bilans dans le secteur de la microfinance a baissé de 13,2% au cours de l'année observée, ...**

Le marché de la microfinance est animé dans un contexte marqué par l'application, depuis le 1er janvier 2018, du nouveau règlement relatif aux conditions d'exercice et de contrôle de l'activité de la microfinance dans la zone CEMAC. Les innovations de ce nouveau Règlement porte sur : i) la suppression des EMF indépendants de 1ère catégorie et l'obligation pour eux de se mettre en réseau pour exercer leurs activités ; ii) la réforme du régime des agréments par le renforcement des éléments constitutifs des dossiers y relatifs ; iii) la constitution des EMF sous une forme juridique permettant l'existence d'une Assemblée générale, d'un Conseil d'administration et d'une Direction

Générale ; iv) le renforcement des modalités de contrôle interne et externe des EMF ; v) le renforcement de la liste des interdictions aux administrateurs des EMF ; vi) l'augmentation (de 30 à 100) du nombre minimum de sociétaires ou coopérateurs pour les EMF de 1ère catégorie.

En 2018, le Cameroun compte 418 EMF agréés dont 281 EMF immatriculés au registre du Conseil National du Crédit.

Le marché de la microfinance s'est caractérisé par une baisse de 13,2% du total des bilans, une diminution des dépôts de la clientèle et des crédits accordés à sa clientèle mais aussi une réduction du nombre de comptes de la clientèle.

### ...traduisant une diminution des dépôts dans ces instituts de l'ordre de 23%...

A fin décembre 2018, les dépôts collectés par les EMF s'élèvent à 514,2 milliards dont 265,4 milliards pour les EMF de 2ème catégorie. Par rapport à 2017 tel que consigné dans le tableau 18, les dépôts ont baissé de 23%, du fait de la migration de la CCA de microfinance à banque.

Tableau 17 : Evolution des dépôts des EMF (en milliards de francs CFA)

	Année 2016	2017	2018	Variation 2018/2017 (en %)
<b>Libellé</b>				
EMF de 1 <sup>ère</sup> catégorie	253,7	252,0	248,8	-1,3
EMF de 2 <sup>ème</sup> catégorie	357,5	416,1	265,3	-36,2
<b>Total</b>	<b>611,2</b>	<b>668,2</b>	<b>514,2</b>	<b>-23,0</b>

Source : CNC

Les dépôts à vue représentent 86,7% de l'encours des dépôts contre 8,2% pour les dépôts à moyen terme et 5,1% pour les dépôts à long terme.

### ...ainsi qu'une baisse des crédits passés de 464,2 milliards en 2017 à 385,1 milliards en 2018

Les crédits octroyés par les EMF s'élèvent à 385,1 milliards en 2018, contre 464,2 milliards en 2017. Les EMF de deuxième catégorie ont octroyé 54,2% de crédits, ceux de la première catégorie 45,3% et la troisième catégorie 0,5%.

Par rapport à fin décembre 2017, le taux des créances en souffrance représente 18,5% du total des crédits au 31 décembre 2018 contre 22,9%, un an plus tôt. Cette amélioration s'expliquerait par la migration de la CCA. Par catégorie, ce taux est 12,3% pour la première catégorie, 23,6% pour la deuxième catégorie et 27,8% pour la troisième catégorie.

Les normes prudentielles qui ne sont pas observées par les EMF regroupent essentiellement le fonds de solidarité, le ratio de couverture des risques par les ressources disponibles, le ratio de couverture des immobilisations et les normes de qualité.

Les dépôts et les crédits des EMF représentent respectivement 11,5% et 10,7% des dépôts et des crédits bancaires. Les EMF de 2ème catégorie sont les plus rentables.



**De même, alors que les Etablissements financiers spécialisés enregistrent une hausse de leur bilan consolidé en 2018...**

Au 31 décembre 2018, le Cameroun compte 8 établissements financiers spécialisés (Africa Leasing Company a cessé ses activités suite à la procédure de fusion-absorption initiée par Afriland First-Bank). Du fait de l'indisponibilité ou de la fiabilité des données sur quatre établissements, l'analyse porte sur le Crédit Foncier du Cameroun (CFC), Alios Finance, Pro-PME et Société Camerounaise d'Equipement (S.C.E).

L'activité des établissements financiers se caractérise par des hausses respectives du total du bilan, des dépôts de la clientèle et des crédits à la clientèle.

Le bilan consolidé des établissements financiers s'élève à 433,9 milliards, soit une hausse de 6,4% par rapport à fin décembre 2017.

**...consécutive à la l'évolution de 40,2% des dépôts de leur clientèle en glissement annuel ...**

Au 31 décembre 2018, les dépôts de la clientèle s'élèvent à 47,4 milliards, en hausse de 40,2% par rapport à fin décembre 2017. Sur la période, le tableau 19 de l'évolution des dépôts indique que seul Pro-PME a collecté moins des dépôts qu'en 2017. Le Crédit Foncier du Cameroun occupe la première place avec 82,3% des dépôts collectés suivis par Alios Finance (8%), la S.C.E (7,2%) et PRO-PME (2,5%). Les particuliers détiennent 58% des dépôts.

Tableau 18 : Evolution des dépôts (en milliards)

	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Variations (en %)</b>	<b>Poids en 2018 (en %)</b>
Crédit Foncier du Cameroun	26,1	39,0	49,4	82,3
Alios Finance	3,3	3,8	15,2	8,0
SCE	3,0	3,4	13,3	7,2
Pro-PME	1,4	1,2	-14,3	2,5
<b>Total</b>	<b>33,8</b>	<b>47,4</b>	<b>40,2</b>	<b>100</b>

Source : CNC

### ... pour une augmentation des crédits de l'ordre de 8,1%, ...

Au 31 décembre 2018, les crédits à la clientèle sont passés de 194,9 milliards à fin décembre 2017 à 210,7 milliards. Les quatre établissements financiers ont octroyés plus de crédits qu'en 2017. En termes de parts de marché, l'on peut constater, à partir des données du tableau 20 suivant que le C.F.C occupe la première place avec 87,6% du total des crédits suivi par PRO-PME (4,8%), SCE (4 %) et Alios- Finance (3,6%).

Tableau 19 : Evolution des crédits (en milliards)

	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Variations (en %)</b>	<b>Poids en 2018 (en %)</b>
Crédit Foncier du Cameroun	171,2	184,6	7,8	87,6
Alios Finance	5,7	7,5	31,6	3,6
SCE	8,3	8,5	2,4	4,0
Pro-PME	9,7	10,1	4,1	4,8
<b>Total</b>	<b>194,9</b>	<b>210,7</b>	<b>8,1</b>	<b>100</b>

Source : CNC

Les créances brutes en souffrance des quatre établissements financiers s'élèvent à 140,1 milliards, soit 66,5% de l'encours des crédits. La hausse de 9,7% des créances brutes en souffrance est imputable au Crédit foncier du Cameroun.

Les provisions constituées par ces établissements financiers sont de 81.9 milliards.

S'agissant des ratios prudentiels, les fonds propres des établissements financiers s'élèvent à 238,7 milliards à fin décembre 2018. Sur le plan réglementaire, trois établissements financiers sur les quatre suivis se conforment entièrement aux normes prudentielles exigées par la COBAC.

Le nombre de comptes de la clientèle des établissements financiers est de 256 372.

### ...le nombre d'acteurs du secteur des assurances baisse...

En 2018, le marché des assurances est animé par 27 compagnies dont 17 dans la branche « Incendie-Accidents-Risques-Divers » (IARD) et 10 dans la branche « Vie et capitalisation ». Les primes nettes émises s'élèvent à 143,3 milliards pour la branche IARD et 63,9 milliards pour la branche « Vie et capitalisation ». La charge de sinistre s'élève à 63 milliards et les produits financiers nets à 4,9 milliards pour la branche IARD. Pour la branche « Vie et capitalisation », la charge de prestations s'élève à 46,3 milliards et les produits financiers nets s'établissent à 3,9 milliards.



### **...et la capitalisation boursière du marché financier chute de 25,1%...**

A fin décembre 2018, la capitalisation boursière de la Douala Stock Exchange (DSX) se chiffre à 313,4 milliards, en baisse de 25,1% par rapport au 31 décembre 2017. Elle se décompose en 151,3 milliards pour le marché des actions et 162,1 milliards pour le marché obligataire. Cette baisse est imputable à la radiation de la cote officielle de la valeur « Tchad 6%.2013-2018 » le 25 novembre 2018, et « ECMR 5,9%. 2013-2018 », le 27 décembre 2018.

Sur le marché des actions, les titres SOCAPALM et SAFACAM ont servi des dividendes à leurs actionnaires en 2018, SOCAPALM étant le titre boursier le plus rentable.

Sur le marché obligataire, l'Etat du Cameroun a procédé, le 26 décembre 2018, à l'amortissement du capital et des intérêts de son emprunt obligataire de 2014, à travers le paiement aux souscripteurs de cette opération («ECMR 5,50% net 2014-2019 ») de la somme de 37,5 milliards francs représentant pour chaque titre d'obligation 2 775 francs d'annuité, pour l'année 2018.

Le lendemain (27 décembre), il a procédé au remboursement de 20 milliards de francs, représentant le capital de son emprunt obligataire «ECMR 5,90% net 2013-2018 » pour le compte de l'exercice 2017. Chaque obligation a donné à son détenteur une somme de 2 647,5 francs comme annuité.

Le compartiment obligataire s'est enrichi le 27 décembre 2018, de l'introduction en bourse de deux nouvelles obligations : l'emprunt obligataire de l'État du Cameroun « ECMR 5,60% net 2018-2023 » de 200 milliards de F CFA et l'emprunt obligataire privé « Alios 5,75% 2018-2023 » de 8 milliards de francs. Deux opérations obligataires qui ont bouclé une année exceptionnelle pour le marché financier du Cameroun.

Le marché a vu également l'entrée de nouveaux intermédiaires, appelés Prestataires de services d'investissement qui sont passés du nombre de 13 à 16.

En 2018, les émissions obligataires, les placements et les appels publics à l'épargne avaient été particulièrement sollicités avec une mobilisation de 256 milliards levés sur le marché des capitaux hors émission du Trésor public sur le marché monétaire de la BEAC. Le volume d'émissions a ainsi connu un accroissement 25 fois supérieur à l'année 2017, où il se situait à 10 milliards de francs.

Le marché financier du Cameroun est parmi les 20 premiers d'Afrique.

## **VI. Evolution de l'IPC en 2018**

### **L'indice des prix à la consommation progresse de 1,3% en 2018, ...**

En moyenne annuelle, après la décélération observée en 2017, les prix à la consommation sont repartis à la hausse en 2018 (INS, Evolution de l'inflation au cours de l'année 2018, 2019). L'indice des prix à la consommation des ménages progresse de 1,3%, contre 0,9% en 2016. Cette évolution est imputable aux prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, des articles d'habillement et chaussures, ainsi que de ceux pratiqués dans les restaurants et hôtels.

### **...soutenu par la progression des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées, ...**

La hausse de 1,2% des prix des produits alimentaires s'explique principalement par le renchérissement de prix des poissons et fruits de mer (+6,5%), des pains et céréales (+4,9%), des laits, fromages et œufs (+1,9%), des sucres, confiture, miel, chocolat et confiserie (+1,3%). L'évolution des produits alimentaires a été atténuée par le repli des prix des légumes (-2,4%), des huiles et graisses (-1,4%), des viandes (-1,0%) associé au ralentissement des prix des fruits (-0,6%).

Le renchérissement des prix des poissons et fruits de mer est principalement imputable aux poissons congelés (+9,8%).

Le rebond de 7,1% du prix du pain en baguette et de 15,2% du prix du mil sec en grain de même que la hausse de 5,5% du prix du riz brisé local ou importé ( et dans une moindre mesure du riz importé populaire au détail et du riz long grains qui ont enregistré une hausse de 3,2%) soutiennent les prix des pains et céréales.

Par ailleurs, la spéculation, résultant d'une demande intérieure plus élevée (avec les déplacés internes, les réfugiés nigériens et centrafricains) et des réexportations frauduleuses par voie terrestre en direction des marchés des pays voisins (Nigéria et du Tchad), a contribué au renchérissement des prix des céréales.

### **... des articles d'habillement et chaussures mais aussi des prix pratiqués dans les restaurants et les hôtels...**

Par rapport à 2017, la hausse des prix observée en 2018 est aussi imputable aux articles d'habillement et chaussures (dont les prix ont progressé de 1,9%), aux restaurants et hôtels (1,7%), et aux boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (1,5%). Les prix des biens et services divers (qui augmentent de 1,5%) et ceux de l'enseignement (+1,2%) soutiennent également la hausse des prix en 2018.

### **... principalement d'origine importée.**

En 2018, l'inflation importée est de 2,0%), supérieure à l'inflation locale (+0,7%). La remontée des prix des produits importés tels que les céréales, les poissons, les vins, les spiritueux, les articles d'habillement et chaussures, des appareils ménagers. Cette inflation importée s'explique aussi par l'insécurité dans certaines régions (Extrême-Nord, Est, Nord-Ouest et Sud-Ouest) qui a entraîné une diminution de l'offre extérieure provenant des pays voisins, principalement du Nigeria.



### Sur le plan spatial, les prix ont augmenté dans toutes les villes d'observation...

Sur le plan spatial, si l'on se réfère au tableau 21, la hausse des prix a été importante à Bertoua (+2,8%) et à Buea (2%). L'accélération des prix (+1,1% contre 0,7% en 2017) est imputable aux prix enregistrés à Buea (2% contre 0,7% en 2017), Ngaoundéré (1,3% contre 0,4%), à Yaoundé (1,2% contre 0,4%), à Bamenda (1,1% contre 0,5%) et à Garoua (1,5% contre 1,2% en 2017). Par contre, les prix ont décéléré à Maroua (0,6% contre 2,3% en 2017), à Bafoussam (0,5% contre 1,1% en 2017) et Bertoua (2,8% contre 3,3%). Les prix ont très peu varié à Douala (0,7% contre 0,3% en 2017) et Ebolowa (0,4% contre 0,8%).

Tableau 20 : Evolution des prix dans les différentes régions en 2018

	<b>Année 2017</b>	<b>Année 2018</b>	<b>Variation (en %)</b>
	<b>a</b>	<b>b</b>	<b>b/a</b>
<b>Yaoundé</b>	110,6	111,9	1,2
<b>Douala</b>	110,9	111,7	0,7
<b>Bafoussam</b>	110,8	111,4	0,5
<b>Bamenda</b>	110,5	111,7	1,1
<b>Garoua</b>	109,9	111,6	1,5
<b>Maroua</b>	111,0	111,7	0,6
<b>Ngaoundéré</b>	108,6	110	1,3
<b>Bertoua</b>	112,5	115,7	2,8
<b>Buea</b>	112,7	114,9	2,0
<b>Ebolowa</b>	113,3	113,8	0,4
National	<b>110,9</b>	<b>112,1</b>	1,1

Source : INS

### ...et, par ailleurs, l'inflation devrait accélérer en 2019.

Les prix vont continuer à augmenter en 2019. Le taux d'inflation projeté est de 2%. Cette évolution est attribuable à la dégradation de la situation sécuritaire dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et certaines dispositions de la Loi de Finances 2019.

En effet, les dispositions de la Loi de Finances 2019 poussent à projeter une hausse des prix de pneumatiques, des téléchargements pour les téléphones, des tablettes électroniques ou numériques, des téléphones et logiciels, des véhicules de tourisme et autres véhicules utilitaires, des véhicules de transport en commun, etc. En outre, la TVA et les droits d'accises sont revus à la hausse pour les boissons gazeuses, les vins, les spiritueux, les whiskys et les champagnes, les cigarettes, les parfums et les produits cosmétiques.

Cette hausse pourrait être atténuée, à partir de février 2019, par l'exonération de la TVA sur les consommations d'eau et d'électricité des ménages (lorsqu'elles ne dépassent pas 220 KWH par mois pour l'électricité et 20 m<sup>3</sup> par mois pour l'eau).

Par ailleurs, la dégradation de la situation sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pourrait entraîner la baisse de la production agricole mais aussi des perturbations dans l'approvisionnement des marchés.

**OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES  
SUR L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE  
ECONOMIQUE**

Grâce aux opinions émises par les chefs d'entreprises interrogés dans le cadre d'une enquête réalisée par le CCIMA auprès de 300 entreprises au courant du premier trimestre 2019, dont 252 ont effectivement répondu aux questionnaires, nous avons pu décrire les tendances sectorielles au cours de l'année 2018. L'échantillon des entreprises a été choisi suivant un sondage aléatoire stratifié, la base de sondage étant issue des déclarations statistiques et fiscales de 2015.

Afin de retrouver la structure initialement prévue et d'assurer la représentativité des résultats, les opinions émises par les chefs d'entreprises interrogés ont été pondérées suivant le chiffre d'affaires pour ce qui est de la représentativité et suivant le poids des régions et des secteurs d'activités pour ce qui est de la structure.

Il en résulte que le moral des chefs d'entreprises est resté bas en 2018, puisque, contrairement à la situation observée au plan national (regain d'activité), les responsables d'entreprises estiment pour la plupart que leur niveau d'activité a été atone sur la période sous revue. Un responsable sur deux interrogés pense, en effet, que son chiffre d'affaires a baissé en 2018, traduisant ainsi la perception négative qu'a la majorité des entreprises sur leurs conditions d'approvisionnement (solde d'opinions: -27,5%) d'une part, et, d'autre part, sur les évolutions des variables telles que le niveau de leurs commandes, les prix (solde d'opinions: -17,4%) les emplois (solde d'opinions: - 6,4%), les salaires solde d'opinions: (-3,8%) les bénéfices (solde d'opinions: 51,4%) et le climat des affaires (-52,2%).

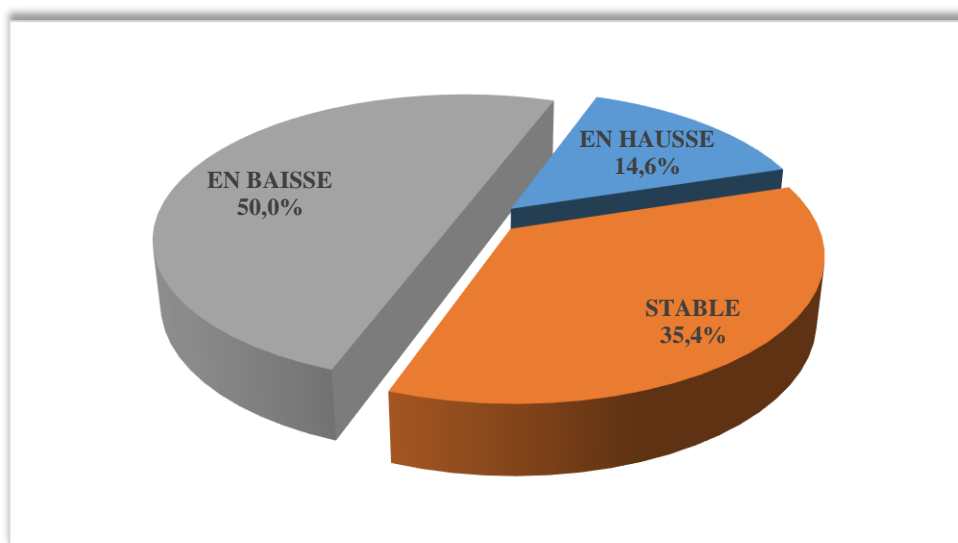
Le solde d'opinions sur la baisse du chiffre d'affaires est davantage élevé chez les PME menant une activité industrielle, surtout dans les régions du Nord, du Nord-Ouest, de l'Est et du Sud-Ouest.

## I. Activité

### La moitié des chefs d'entreprises pense que leur chiffre d'affaires a baissé en 2018...

Une entreprise sur deux interrogées pense que son chiffre d'affaires a baissé au cours de l'année 2018 ainsi que l'illustre le graphique 7 ci-contre. Cette diminution serait en lien avec la baisse du niveau de commandes (d'après 76,4% des chefs d'entreprises interrogés) dans un contexte où le solde d'opinions sur la production est négatif.

Graphique 6 : Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2018



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

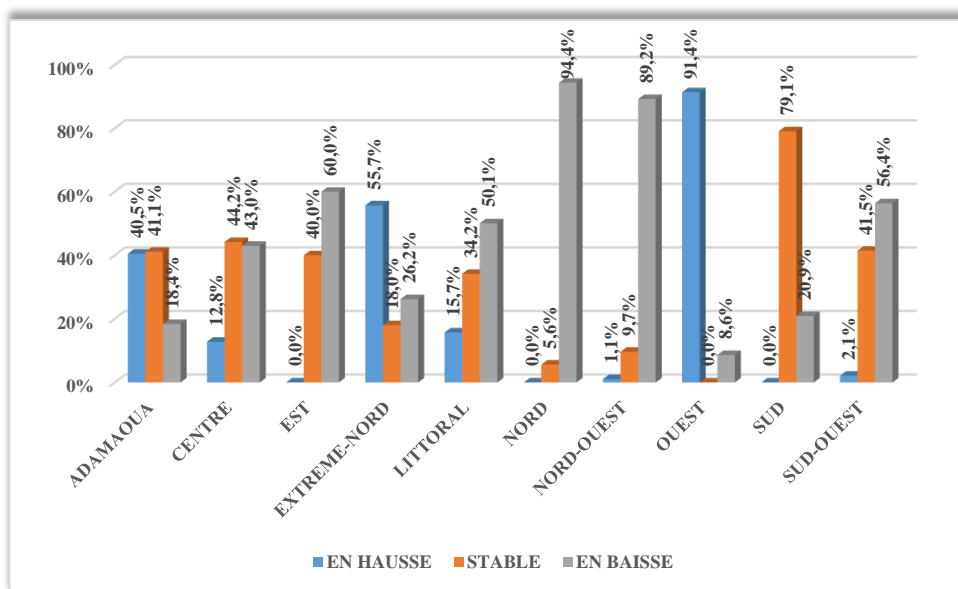
En effet, alors que 50,9% des répondants estiment leur production stable, 39,7% par contre pensent qu'elle aurait baissé en 2018. Les coûts de production seraient restés relativement stables pour près de la moitié des responsables d'entreprises rencontrés.

Pour augmenter la production, les responsables d'entreprises estiment à 40,4% et 40,2% qu'il faut respectivement améliorer la productivité et recruter du personnel. Par contre, 19,4% comptent recourir à la sous-traitance pour améliorer le développement de la production des entreprises.

**...surtout ceux qui exercent dans les régions du Nord, du Nord-Ouest, de l'Est et du Sud-Ouest ...**

Tel que cela peut être constaté à l'observation du graphique 8 suivant, les régions du Nord et du Nord-Ouest sont celles où les entreprises disent le plus avoir noté une baisse de leur chiffre d'affaires. Quasiment tous les responsables d'entreprises interrogés dans le Nord (94,4% des répondants) pensent que leur chiffre d'affaires a diminué au cours de l'année 2018. De même, dans la région du Nord-Ouest frappée par la crise anglophone, l'appréciation des responsables d'entreprises sur l'évolution du chiffre d'affaires est mauvaise (pour 89,2% des répondants).

Graphique 7 : Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution de leur chiffre d'affaires, par région, en 2018



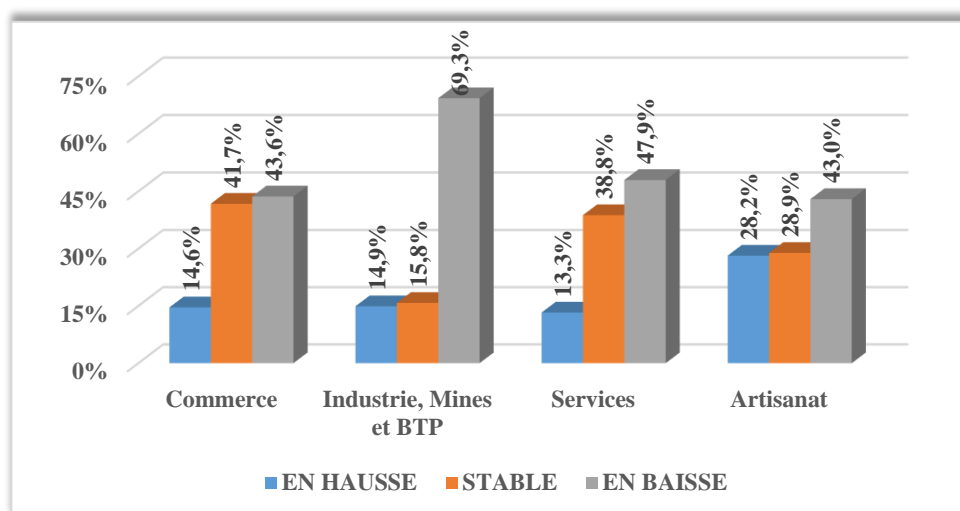
Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

**... des activités industrielles ...**

D'un point de vue sectoriel, les opinions émises dénotent une baisse importante de la variable dans l'industrie, tel qu'il ressort du graphique 9 : 69,3% des répondants contre seulement 14,9% pour le contraire, estiment en effet avoir noté une baisse de leur chiffre d'affaires.

Le solde d'opinions concernant l'évolution du chiffre d'affaires dans le secteur des services est également très défavorable (-34,6%), du moins, plus que celui obtenu des entreprises de commerce (-29%) et des entreprises artisanales (-14,8%).

Graphique 8 : Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution de leur chiffre d'affaires, par secteur d'activité, en 2018

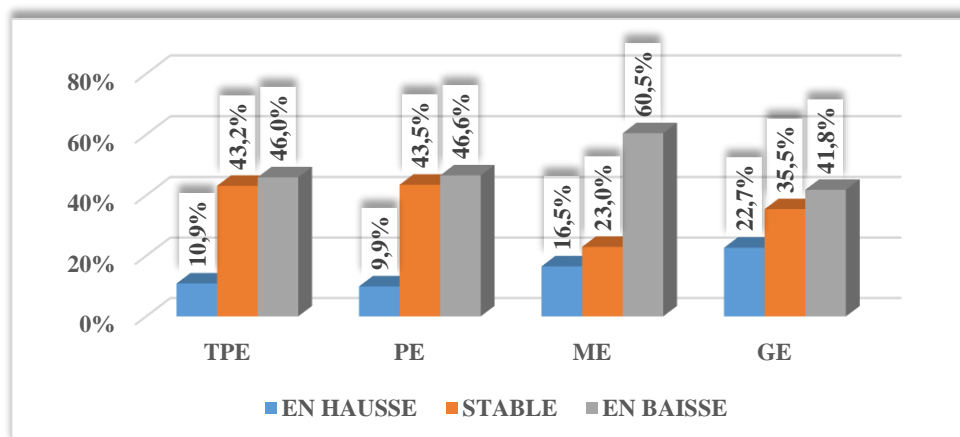


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

### ... et qui ont un chiffre moyen correspondant à celui des ME.

Si l'on s'en tient aux résultats de l'enquête représentés synthétisés dans le graphique 10, la baisse du chiffre d'affaires aurait été plus importante chez les Moyennes Entreprises (ME) où 60,5% pensent avoir connu une baisse de leur chiffre d'affaires en 2018. Cette tendance est à l'opposé de celle observée à la suite des résultats de l'enquête d'opinion menée pour le rapport de 2017, où ce groupe ainsi que celui formé des Grandes Entreprises (GE) déclaraient avoir enregistré une évolution de leur chiffre d'affaires. Cette situation pourrait s'expliquer par l'escalade de violences sensées dissuader le déroulement des activités certains jours de la semaine dans les régions où sévissent les crises mentionnées plus haut.

Graphique 9 : Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution de leur chiffre d'affaires, par taille, en 2018



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

## II. Conditions d'approvisionnement

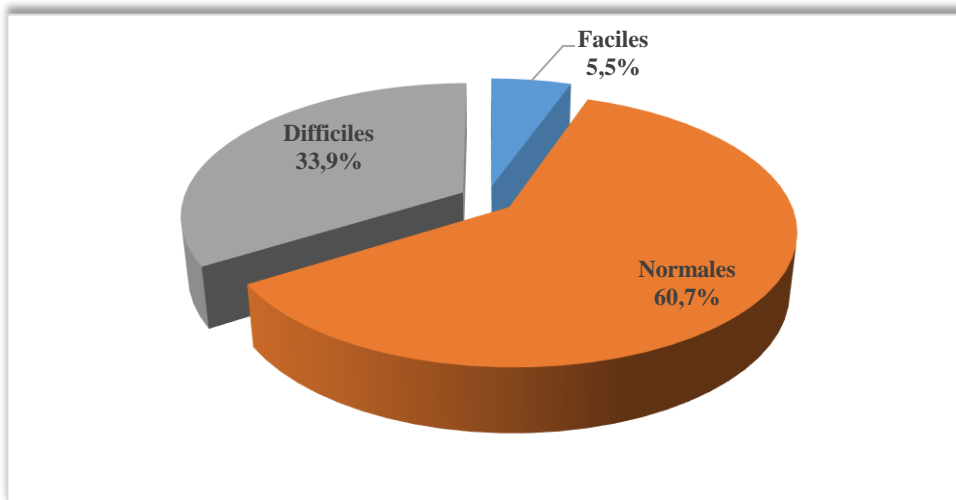
### Les conditions d'approvisionnement ont été relativement difficiles en 2018 ...

Quoique, globalement, les dirigeants d'entreprises interrogés aient estimé leurs conditions d'approvisionnement normales (pour 60,7% des répondants tel que présenté dans le graphique

11), le solde d'opinions sur l'appréciation de la variable reste négatif. Très peu de répondants (5,5%) affirment de fait avoir eu des conditions d'approvisionnement faciles.

En glissement annuel, le solde d'opinions s'est amélioré, passant ainsi de -33,93% en 2017 à -28,4% en 2018.

Graphique 10 : Appréciation des conditions d'approvisionnements par les chefs d'entreprises en 2018

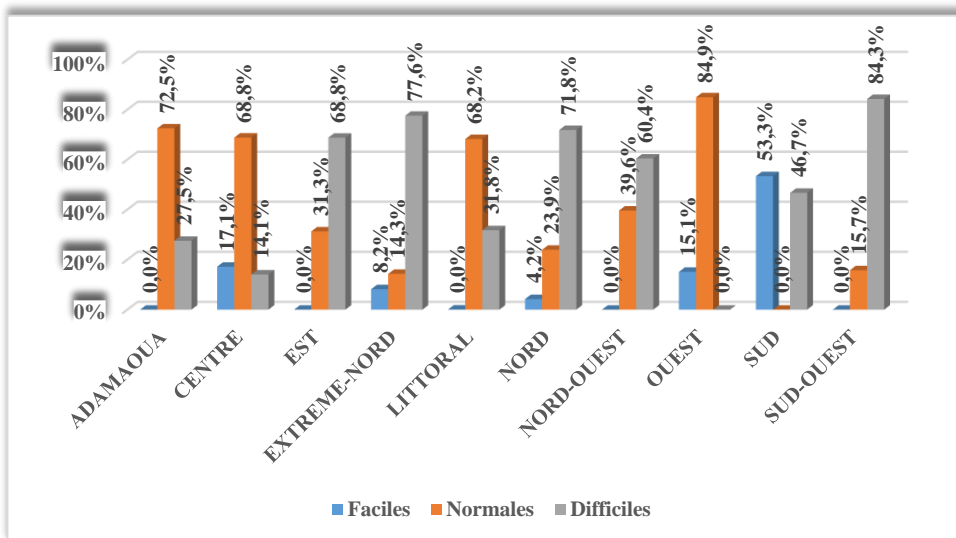


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

**... surtout pour les entreprises des régions anglophones, de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Est ...**

Les conditions d'approvisionnement auraient été particulièrement difficiles au Sud-Ouest (pour 84,3% des répondants), à l'Extrême-Nord (selon 77,6% des répondants) et au Nord (pour 71,8% des répondants). Par contre le graphique 12 renseigne sur le fait que dans les régions de l'Ouest, Adamaoua, Centre et Littoral, les réponses des interviewés laissent penser que les conditions d'approvisionnement auraient été normales ou plus faciles. Dans les régions du centre de l'ouest et du Sud le solde d'opinions sur la question est strictement positif.

Graphique 11 : Appréciation des conditions d'approvisionnements par les chefs d'entreprises, par région, en 2018



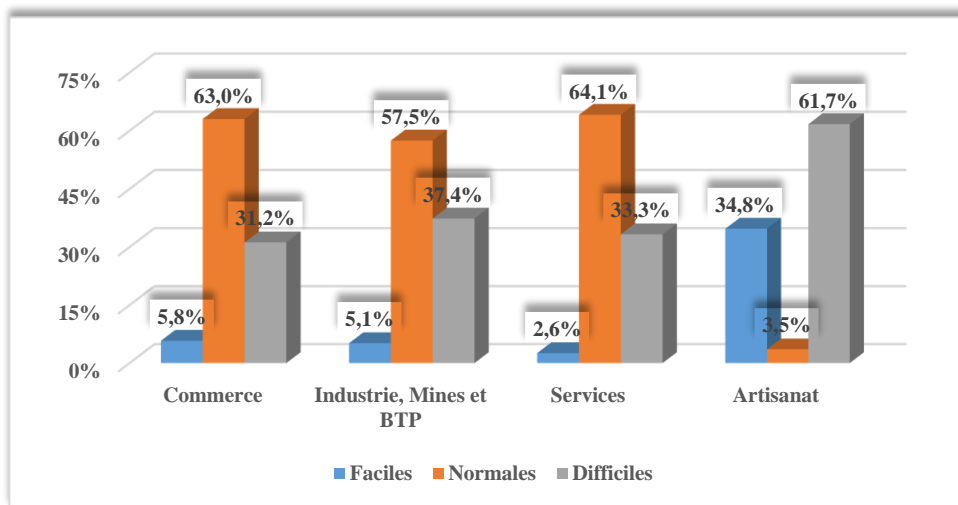
Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

### ... ainsi que pour les entreprises artisanales ...

Suivant le secteur d'activité, les résultats de l'enquête visibles au travers du graphique 13 montrent que les artisans auraient éprouvé beaucoup plus de difficultés à s'approvisionner. 61,7% des artisans interrogés ont, de fait, trouvé leurs conditions d'approvisionnement difficiles durant l'année 2018 contre 34,8% qui les ont trouvées faciles.

Dans les autres secteurs d'activité, l'opinion contraste avec celle donnée par les artisans, quoique le solde reste négatif. La majorité des répondants (61% des répondants en moyenne) juge ses conditions d'approvisionnement normales.

Graphique 12 : Appréciation des conditions d'approvisionnements par les chefs d'entreprises, par secteur d'activité, en 2018

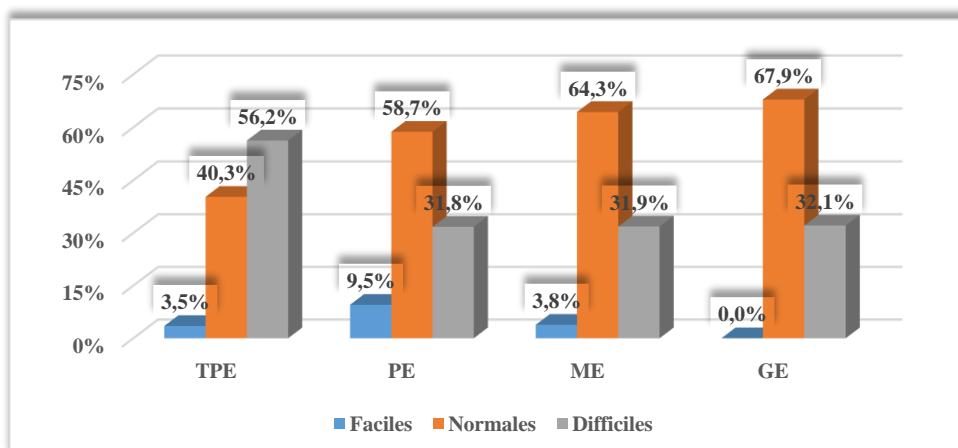


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

### ... et celles de très petites entreprises.

Relativement à la taille, l'on constate, à l'observation du graphique 14, que les répondants dans le groupe des TPE sont relativement les plus nombreux à avoir déclaré des conditions d'approvisionnement difficiles (56,2%). Confirmant les observations de la dernière enquête annuelle, les opinions émises sur la question montrent que les entreprises de plus grande taille éprouvent moins de difficultés à s'approvisionner du fait de leur organisation.

Graphique 13 : Appréciation des conditions d'approvisionnements par les chefs d'entreprises, par taille, en 2018



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

### III. Prix de vente

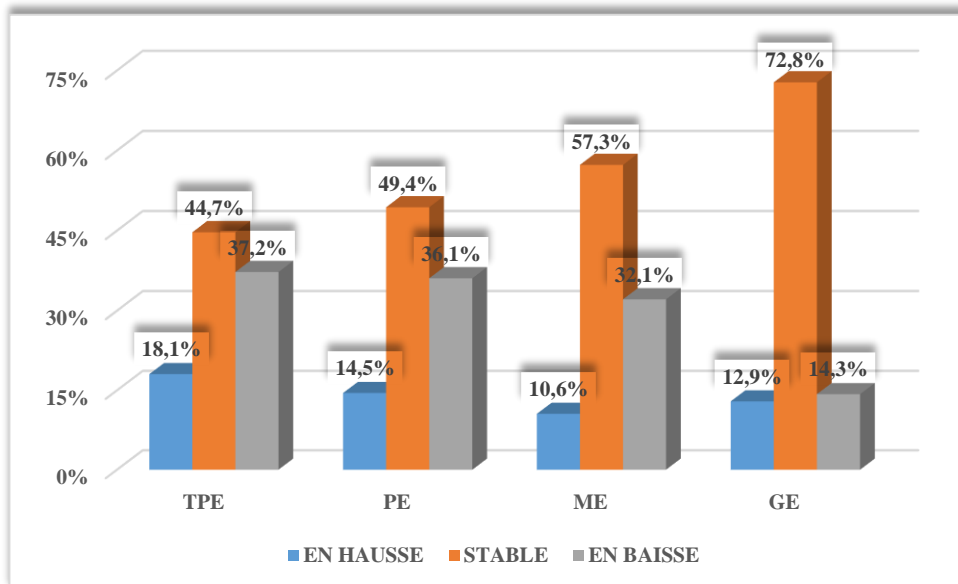
#### Les prix pratiqués par les entreprises seraient restés majoritairement stables en 2018...

Si l'on s'en tient aux avis des répondants synthétisés dans le graphique 15 ci-après, les prix pratiqués par les entreprises, de quelque taille que ce soit, auraient eu tendance à se stabiliser en 2018.

En effet, 56,1% des chefs d'entreprises interrogées ont déclaré avoir maintenus stables les prix de leurs produits. A contrario, la proportion des responsables d'entreprises qui a décidé d'augmenter ou de diminuer les prix de leurs produits ou services est respectivement de 13,2% et de 30,6%.

En outre, les prix auraient tendance à varier avec la taille de l'entreprise : près des ¾ des chefs de grande entreprise rencontrés déclarent avoir stabilisé leurs prix contre 14,3% qui les auraient revus à la baisse alors que, chez les TPE, si 44,7% des responsables rencontrés estiment avoir stabilisés leurs prix, 37,2% par contre pensent les avoir baissés.

Graphique 14 : Opinion des chefs d'entreprises sur les prix de vente, par taille, en 2018



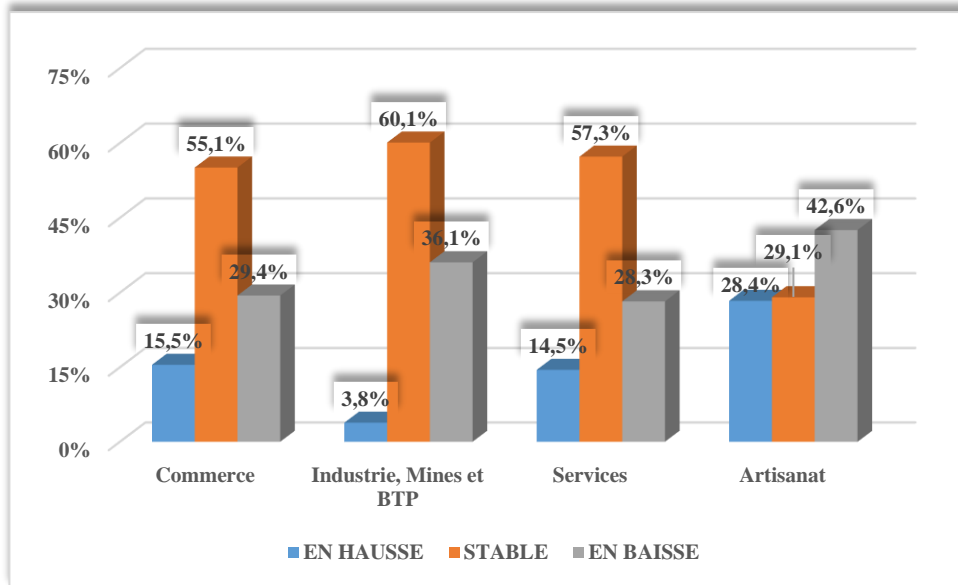
Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

#### ...nonobstant la baisse des prix consentie par la majorité des artisans ...

D'un point de vue sectoriel, l'artisanat est le secteur dans lequel les prix semblent avoir le plus diminué. En effet, tel que l'on peut le voir dans le graphique 16, 42,6% des artisans interrogés ont déclaré avoir réduit les prix de leurs produits au cours de l'année 2018. Les prix sont restés beaucoup plus stables dans les autres secteurs d'activités.



Graphique 15 : Opinion des chefs d'entreprises sur les prix de vente, par secteur d'activité, en 2018

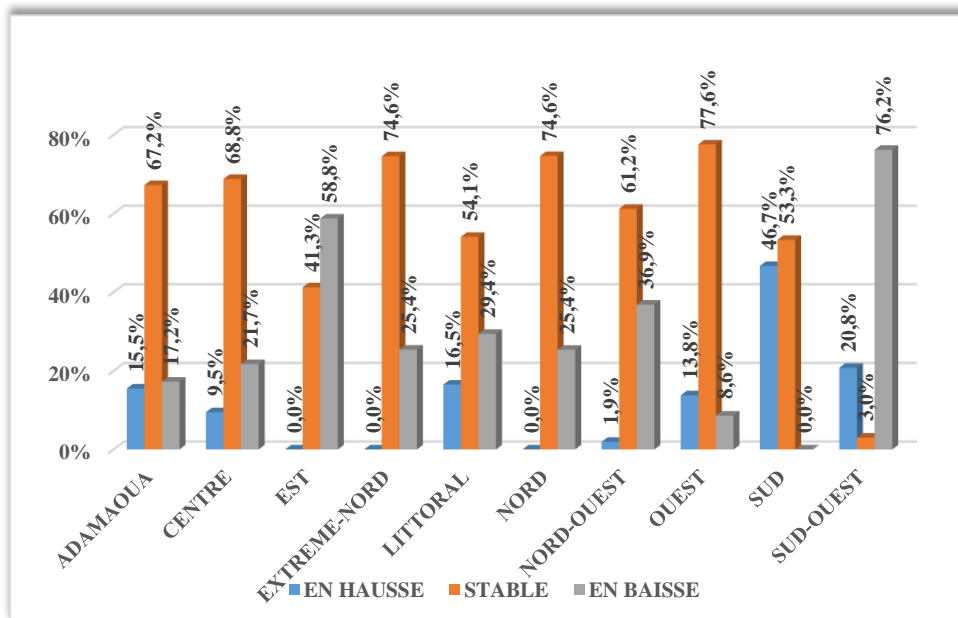


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

### ... et des entreprises interrogées dans le Sud-Ouest et à l'Est.

De même, les entreprises des régions du Sud-Ouest et de l'Est auraient été plus enclines à baisser leurs prix de vente en 2018 selon respectivement 76,2% et 58,8% des répondants dans chacune de ces régions. Les entreprises de toutes les autres régions auraient conservé leurs prix pour la majorité des répondants ainsi qu'il peut être vu dans le graphique 17 ci-contre.

Graphique 16 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des prix de vente, par région, en 2018



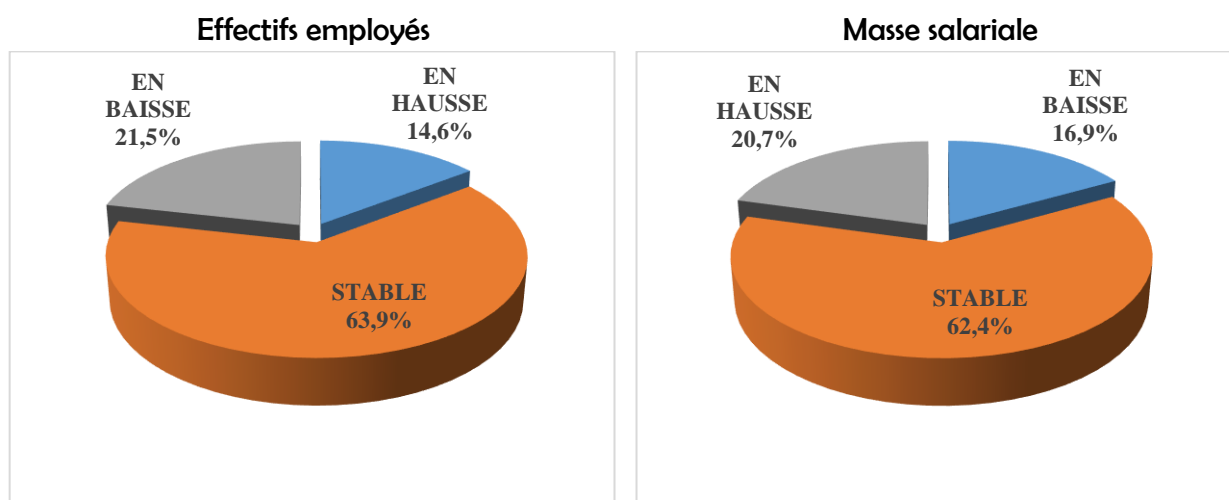
Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

## IV. Effectifs employés et masse salariale

### Les effectifs employés et la masse salariale se sont pareillement maintenus...

Si 63,9% des responsables d'entreprises interrogés affirment avoir maintenu leurs effectifs employés stables et par conséquent leur masse salariale, les tendances qui se dégagent de l'observation du graphique 18 sont celles de la baisse des effectifs, avec un solde d'opinions de 6,9%, et de la hausse de la masse salariale avec un solde d'opinions de 3,8%. Ces tendances sont conservées quelle que soit la grille d'analyse.

Graphique 17 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale



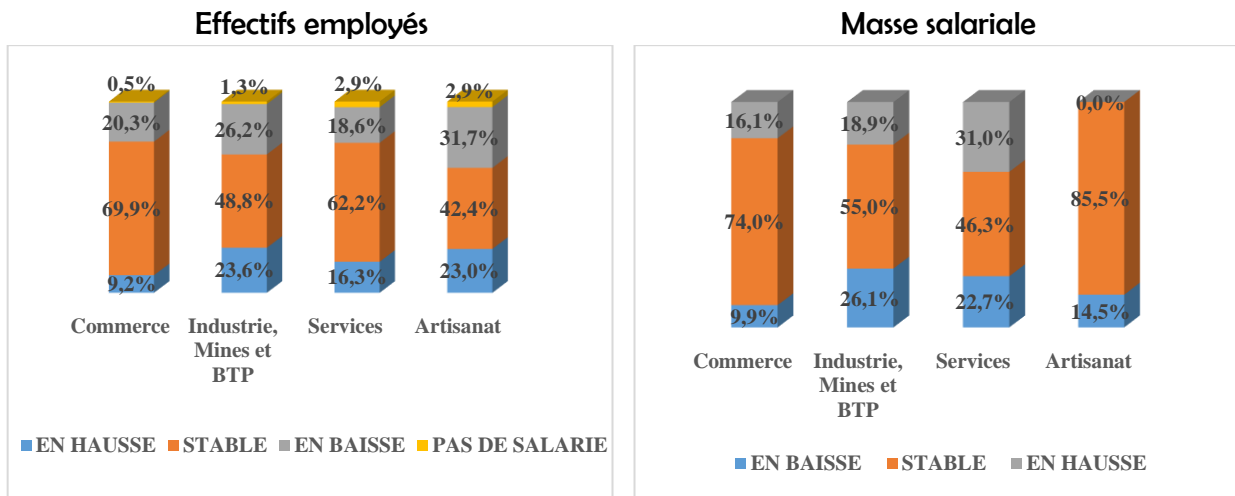
Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

### ...dans tous les secteurs d'activités, ...

L'analyse sectorielle effectuée sur la base des opinions des interviewés résumées dans le tableau 19 établit que les effectifs d'employés ont eu tendance à se maintenir dans tous les secteurs même s'ils l'ont moins été dans les entreprises artisanales (31,7% déclarent avoir réduit leurs personnels). La proportion de ceux qui ont déclaré avoir le plus recruté se trouve dans le secteur industrie, mines et BTP (23,6%).

En conséquence, la masse salariale aurait le plus chuté chez les artisans (avec un solde d'opinions de 14,5%) mais également dans les industries (avec un solde d'opinions de 2,6%) laissant penser à des recrutements de remplacement.

Graphique 18 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale, par secteur d'activité, en 2018

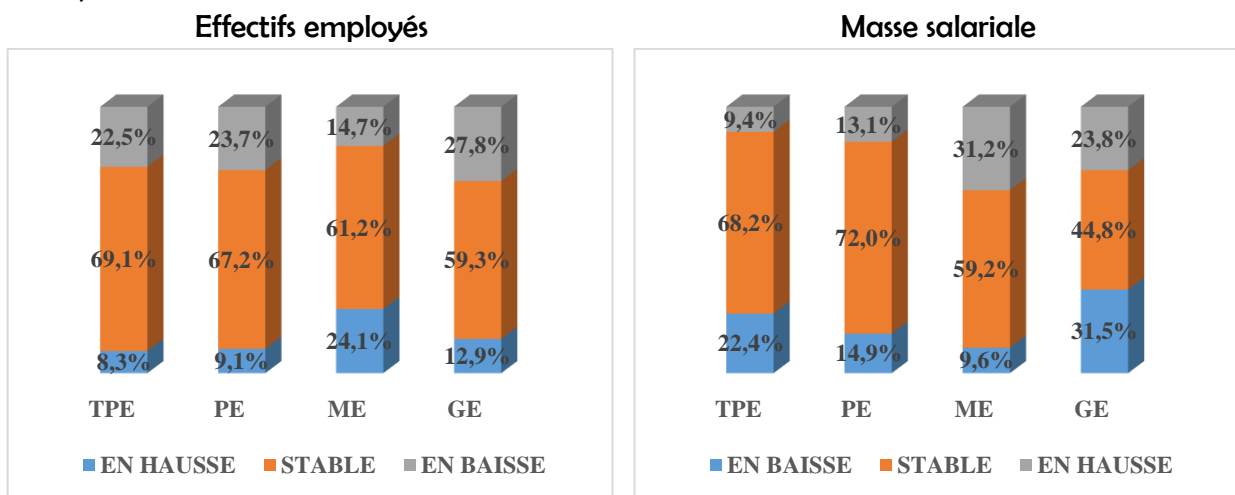


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

**...indépendamment de la taille de l'entreprise.**

Comparée à 2017, le cliché sur l'opinion des dirigeants des GE sur l'évolution des emplois et de la masse salariale en 2018, donné par le graphique 20, indique une dégradation de la situation de l'emploi. 12,9% seulement contre environ 35% en 2017 ont déclaré avoir augmenté leurs effectifs salariés. Par contre, les TPE et les PE ont quasiment gardé le même comportement sur le marché de l'emploi, tandis que les responsables de ME auraient eu tendance à recruter davantage (pour 24,1% des répondants) non sans supporter la masse salarial conséquente.

Graphique 19 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale, selon la taille, en 2018



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

## V. Trésorerie

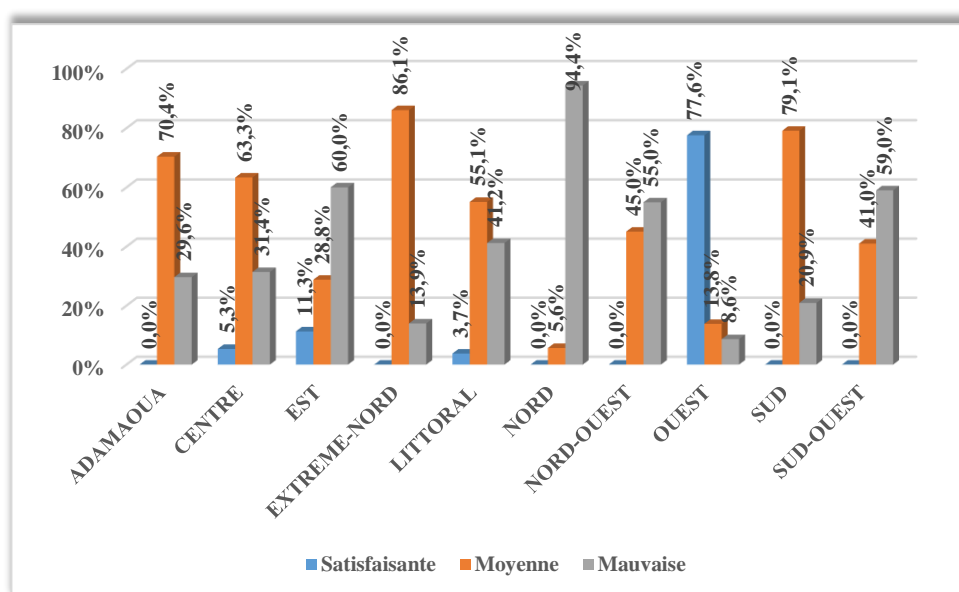
### La trésorerie des entreprises se serait davantage dégradée pour les entreprises de la région du Nord ...

Globalement, tel que présenté dans le graphique 21, la situation de la trésorerie a été qualifiée de mauvaise par les chefs d'entreprises en 2018, surtout de la région du Nord. Pour quasiment tous les répondants (94,4%) de cette région, la trésorerie a été mauvaise.

Pour la plupart des répondants des régions de l'Extrême-Nord, du Sud, de l'Adamaoua, du Centre et du Littoral par contre, la trésorerie a été jugée de moyenne en 2018.

Notons toutefois que, dans la région de l'Ouest, les chefs d'entreprises estiment la situation de leur trésorerie bonne.

Graphique 20 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie par région, en 2018

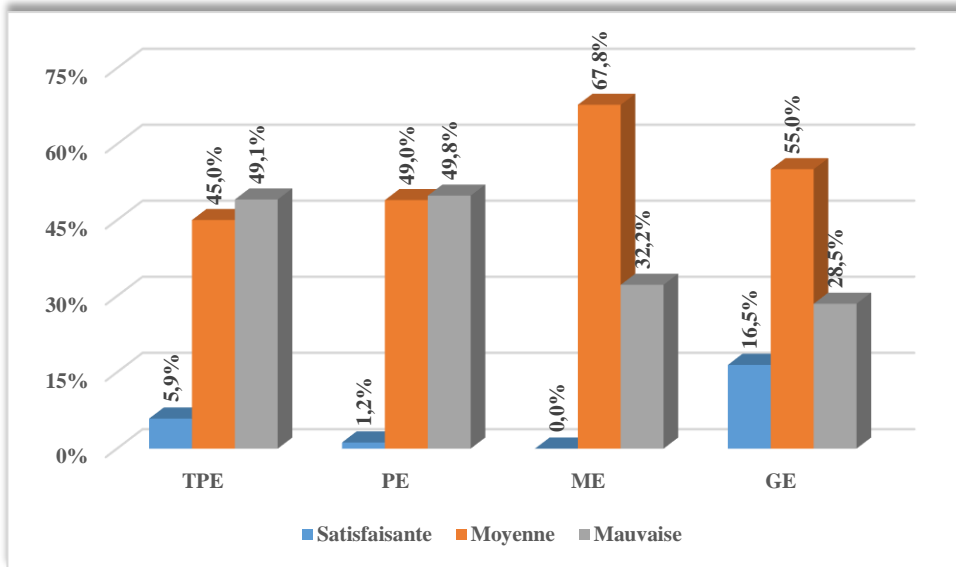


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

### ... surtout chez les TPE et les PE, ...

Relativement à la taille, l'on constate, en observant le graphique 22 que la majorité des TPE (49,1%) et des PE (49,8%) ont déclaré avoir connu une situation de trésorerie mauvaise en 2018. Et, bien que dans les autres groupes d'entreprises à savoir les ME et les GE la situation de trésorerie ait été majoritairement jugée normale, le solde d'opinions n'en est pour autant pas positif. Il est de - 32,2% chez les ME et de -12% chez les GE.

Graphique 21 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie par taille, en 2018

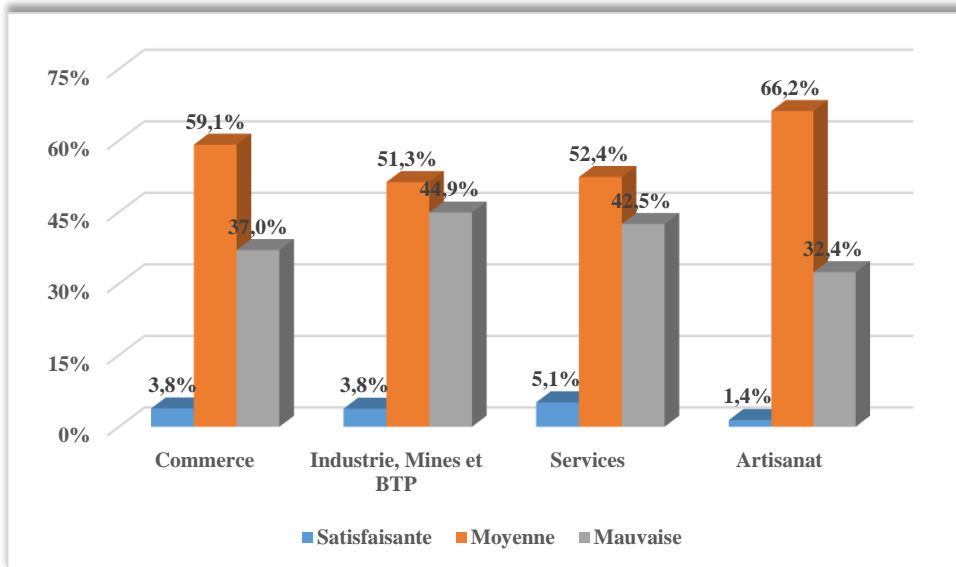


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

**...mais serait jugée moyenne dans la plupart des secteurs couverts par l'enquête**

Analysée d'un point de vue sectoriel, la trésorerie aurait été jugée moyenne au cours de l'année 2018 dans tous les secteurs d'activités comme l'indique le graphique ci-après. Le solde d'opinion, négatif, est cependant plus important dans le secteur industrie, mines et BTP.

Graphique 22 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie par secteur d'activités, en 2018



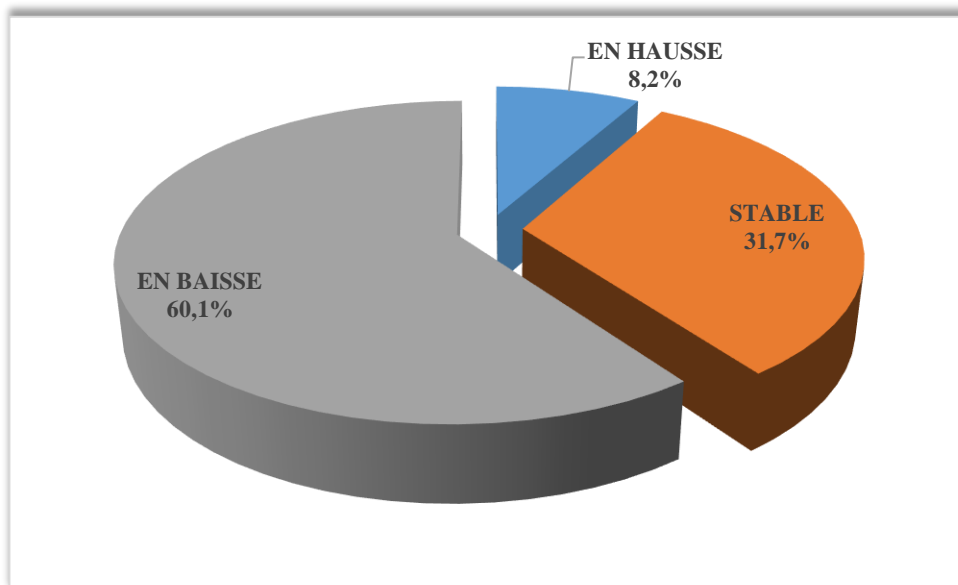
Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

**VI. Bénéfices**

**Les bénéfices engrangés en 2018 ont chuté pour la plupart des répondants...**

Comme conséquence de la morosité de l'activité perçue par les répondants, les bénéfices se seraient, dans l'ensemble, amenuisés. De fait, comme cela est illustré graphique 24, environ 60% des chefs d'entreprises déclarent que leurs bénéfices ont diminué en 2018, tandis que 8,2% seulement ont le sentiment d'une augmentation des leurs.

Graphique 23 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices en 2018

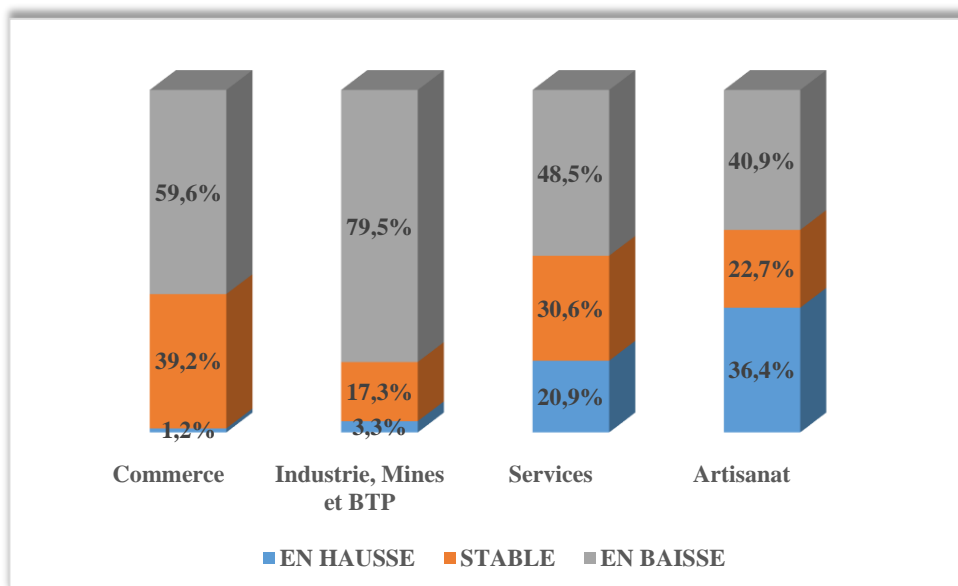


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

**...Surtout dans le secteur industriel ...**

Parmi ceux qui estiment une baisse de leurs bénéfices, environ 80% exercent dans le secteur Industrie, mines et BTP et 60% dans des activités commerciales. Au regard du graphique 25 et vu sous un angle différent, les bénéfices auraient le plus crû dans les secteurs artisanat et services, où respectivement 36,4% et 20,9% des répondants déclarent avoir noté une hausse de leurs bénéfices au cours de l'année 2018.

Graphique 24 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices par secteur d'activités, en 2018

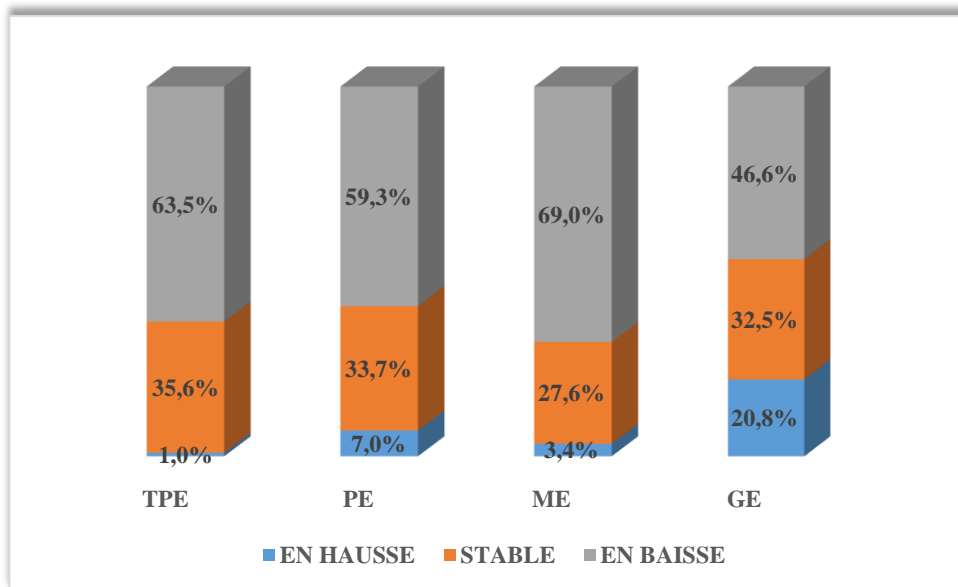


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

### ... et dans les TPE.

La tendance générale de baisse des bénéfices est visible dans toutes les tailles d'entreprises. Toutefois, tel qu'il peut être appréhendé dans le graphique 26 les moyennes entreprises sont celles où les représentants ont le plus déclaré avoir noté une baisse des bénéfices en 2018 (69% des répondants des moyennes entreprises). Cependant, dans les grandes entreprises, les responsables d'entreprises rencontrés penseraient le plus avoir eu une hausse des bénéfices (pour 20,8% des répondants).

Graphique 25 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices par taille, en 2018



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

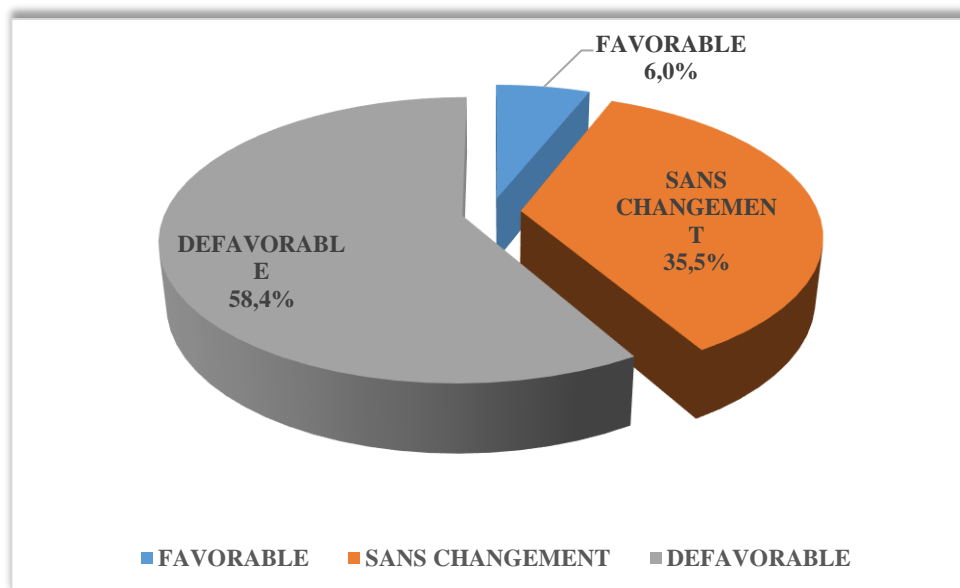
## VII. Climat des affaires

**Dans ce contexte, les répondants estiment que le climat des affaires leur a été défavorable en 2018...**

Globalement, le moral des chefs d'entreprises interrogés n'est pas bon. En observant le graphique 27, 58,4% des chefs d'entreprises interrogés déclarent que le climat des affaires a été défavorable contre seulement 6% qui l'estiment favorable sur la période sous revue.

Le sentiment est partagé par tous les responsables d'entreprises de tous les secteurs d'activité. Toutefois, si au plus 7% des chefs d'entreprises commerciale, industrielle et de service estiment le climat d'affaires favorable, 28% des artisans par contre le jugent favorable.

Graphique 26 : Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises en 2018



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

**...et sont pessimistes quant à son évolution en 2019.**

54% des chefs d'entreprises estiment que le climat des affaires sera sans changement en 2019. Aussi, les chefs d'interrogés sont pessimistes et pensent qu'à la manière dont évolue le Cameroun, la situation économique et sociale a tendance à aller plus mal (pour 71% des répondants). Ils motivent leur opinion par la persistance de l'insécurité dans le septentrion et les régions anglophones (24%), par la baisse du pouvoir d'achat et l'élévation du niveau de vie (9,5%), la hausse des prix des produits de base, la sortie excessive des devises etc.



# **ANNEXE : LA CCIMA EN ACTION EN 2018**



Dans cette partie, seront décrites quelques actions phares de l'Institution Consulaire en 2018. Celles-ci découlent de la mise en œuvre de son projet de performance triennal (2016-2018) pour l'exercice 2018.

## **I. Réunions statutaires de la CCIMA**

Au cours de l'année 2018, le Bureau Exécutif s'est réuni deux fois, respectivement le 11 juillet et le 20 décembre 2018. Une Assemblée Plénière a eu lieu le 21 Décembre 2018 à l'Hôtel Prince de Galle à Akwa – Douala. Au cours de cette Assemblée Plénière les membres ont procédé à l'adoption du compte de gestion 2017 ; l'approbation du compte administratif 2017 ; l'approbation du projet de performance du nouveau triennal 2019 – 2021 ; et l'adoption du budget programme 2019 en recettes et dépenses à la somme de Quatre milliards quatre-vingt-dix-sept millions cinq cent quatre-vingt-un mille soixante-dix FCFA

Pour des raisons liées aux difficultés de mobilisation des ressources financières, les réunions de section n'ont pas pu se tenir en 2018. Cette situation relance la nécessité pour l'Institution Consulaire de disposer de ressources pérennes afin d'assurer le fonctionnement optimal de ses organes statutaires, et se positionner comme une force de propositions pour le développement économique et social des opérateurs économiques, poumon de l'économie.



## **II. Contribution à l'amélioration du climat des affaires**

La CCIMA a participé à la 9e édition du Cameroon Business Forum (CBF) à l'hôtel SAWA à Douala le 12 mars 2018 sous la présidence effective du Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Au cours de cette session, le Président de la CCIMA a pendant son discours de présentation des préoccupations du secteur privé au gouvernement suggérer la mise en œuvre de plusieurs réformes que le secteur privé juge prioritaire pour assainir l'environnement des affaires, notamment:

- la poursuite de l'informatisation du Registre de Commerce et de crédit mobilier ;
- la poursuite de l'extension de l'e-registration ;

- l'augmentation substantielle des fonds destinés au compte séquestre dédié au remboursement des crédits de TVA, de manière à apurer progressivement et rapidement la dette due aux crédits TVA ;
- la mise en place d'un fond de garantie ;
- la promotion et le développement du crowdfunding;
- l'opérationnalisation du système intégré de délivrance des actes d'urbanisme;
- la finalisation et l'opérationnalisation des plans cadastraux numérisés de Douala et Yaoundé ;
- l'accélération de la simplification des procédures du commerce extérieur ;
- la création des tribunaux de commerce ;
- la poursuite de la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

### **III. Dialogue public privé**

Dans le cadre du renforcement du dialogue Public – Privé, la CCIMA a organisé 01 février 2018 à Douala, une rencontre entre les acteurs de deux secteurs au sujet des problèmes rencontrés dans la commercialisation des produits ferreux de construction au Cameroun à la sollicitation du Syndicat des Distributeurs des Matériaux de Construction (SYNDIMAC).

### **IV. Centre d'Arbitrage et de Médiation de la CCIMA**



Le Centre d'Arbitrage et de Médiation (CAM) de la CCIMA dont l'objectif est d'améliorer le climat des affaires à travers le règlement des conflits et litiges commerciaux à moindre coût a connu en 2018, la signature d'un cahier de charge le 26 février 2018 entre le gouvernement représenté par le MINEPAT et la CCIMA pour le financement de l'aménagement et de l'équipement des bureaux logés dans l'immeuble de l'Office National des Zones Franches du Cameroun (ONZFI) à Bonanjo–Douala, fruit d'une convention de partenariat signée entre l'ONZFI et la CCIMA.

### **V. Diffusion de l'information économique et commerciale**

Dans l'optique d'actualiser la documentation du CIDE, deux cent cinquante (250) ouvrages ont été commandés et réceptionnés. Parallèlement, les nouveaux produits et services du CIDE ont été présentés aux opérateurs économiques et au grand public lors de la cérémonie officielle d'inauguration du CIDE du 9 mai 2018 avec la visite des membres du Bureau Exécutif de la CPCCAF, et lors d'une journée portes ouvertes de présentation du CIDE Newlook aux usagers.

## **VI. Mise à jour du fichier des entreprises**

La première phase de la mise à jour des entreprises dans les régions a été organisée et les informations concernant 5196 entreprises ont été mises à jour soit 2430 entreprises de services, 209 entreprises artisanales, 354 des mines et BTP, 2203 entreprises du commerce et 250 entreprises artisanales. Pour ce qui est du fichier consulaire, 182 entreprises se sont inscrites au siège.



## **VII. Construction d'un entrepôt et d'une base vie au PAD**

Dans la perspective d'accroître ses ressources, la CCIMA a initié depuis 2014 un projet de construction des entrepôts public et d'une base vie dans le domaine du Port Autonome de Douala. Avec l'accompagnement technique du CARPA, le processus de sélection d'un partenaire pour la réalisation de ce projet a abouti à la présélection de la société B&B Consulting Company. Les travaux du groupe de travail chargé de la pré-qualification ont abouti à l'avis favorable de la commission spéciale qui a jugé recevable la candidature de ladite société. Les conclusions des travaux de cette commission ont été transmis au mois d'avril 2018 au Premier Ministre Chef du Gouvernement, haute autorité des contrats de partenariat afin qu'il prenne la décision finale de désignation de l'adjudicataire.

## **VIII. Renforcement des capacités du personnel**

Le renforcement des capacités opérationnelles des employés a été principalement marqué par les formations d'une dizaine de cadres sur divers programmes notamment : sur les Accords de l'OMC à Cotonou au Bénin pendant l'atelier régional sur l'accord sur l'agriculture et sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) du 25 au 27 juin 2018 ; sur le système comptable OHADA révisé ; sur la facilitation des échanges et le commerce internationale en Chine et en Malaisie ; sur le renforcement des capacités en gestion des ressources humaines et également la participation d'un cadre de la délégation régionale du Centre sur la thématique « Trade promotion for African Country » à Kuala Lumpur du 28 octobre au 9 novembre 2018.



## **IX. Renforcement des capacités des opérateurs économiques**

Des séminaires de formation et de sensibilisation des opérateurs économiques ont été organisés au siège et dans les délégations régionales. La CCIMA a organisé quatorze (14) actions de formation dont 50% dans la seule Délégation Régionale du Centre et six (06) séminaires de sensibilisation. C'est au total sept cent cinq (705) opérateurs économiques dont deux cent douze (212) femmes qui ont été formés ou sensibilisés au cours de l'année 2018.

Dans le cadre du Programme d'Amélioration des Performances des Projets des PME (4P), 14 business plans ont été montés et transmis aux partenaires (PROXIMA, JEC, CALABASH). Plusieurs réunions de concertation ont été organisées avec les structures de financements (PRO-PME, CEC-PROM, MATURE, ACEP CAMEROUN) dans la perspective d'orienter les porteurs de projets pour un éventuel financement.

Une nouvelle approche innovante d'accompagnement des opérateurs économiques a été initiée par la Direction de l'Appui aux Entreprises, il s'agit de « la journée de l'expert ». La première journée animée par un expert fiscaliste du Cabinet ITAX CONSULTING SP s'est déroulée le 06 décembre 2018 avec la participation d'une dizaine de chefs d'entreprises.

## **X. Le Centre de Ressources Renforcé AGOA**

L'élaboration des stratégies sectorielles de développement des exportations en direction des Etats Unis dans le cadre des activités du Centre Renforcé de Ressources AGOA de la CCIMA a permis d'organiser des séminaires de sensibilisation sous forme de B2B de 46 producteurs agricoles de la CAPEF à Yaoundé, en mars 2018; deux séminaires sur les exportations organisés avec le CNCC, AMCHAM et AWER l'un le 28 Novembre 2018 à Douala au CNCC et l'autre le 05 Décembre 2018 à Yaoundé à la CCIMA.



Plusieurs réunions ont été organisées dans le cadre de l'AGOAF afin de permettre une meilleure visibilité du label made in Cameroon aux Etats-Unis notamment la sensibilisation des producteurs locaux sur le concept et la stratégie de développement des activités avec les Etats-Unis via le projet de création du Show-Room le 23 mars 2018 à Douala avec 32 participants.

## **XI. Activités des CGA**



Dans le cadre de la mobilisation des entreprises éligibles au Centre de Gestion Agréé de la CCIMA, plusieurs activités ont été menées notamment la préparation d'un séminaire d'harmonisation des activités du CGA en vue de la standardisation des services offerts, la réalisation d'un état des lieux des CGA/CCIMA, proposition et examen du projet de convention de partenariat d'accompagnement des CGA de la CCIMA par un cabinet externe.

Deux cent vingt une (221) entreprises ont adhéré aux CGA de la CCIMA dans les dix régions tout au long de l'année 2018.

## **XII. Développement des compétences techniques et managériales de TPE et PE artisanales exerçant les métiers de cuir à Maroua**

L'élaboration des documents de maturation du projet de création d'un Centre de Ressources Professionnelles sur les métiers du cuir à Maroua avec le MINEPAT a abouti à la signature d'un cahier de charge de financement du projet le 26 février 2018 à Douala pour un montant de cent quatre-vingt-quatre millions neuf cent sept mille deux cent deux FCFA (184 907 202 FCFA). Des prestataires ont été sélectionnés pour la réalisation des études géotechniques et architecturales. Le rapport de l'étude géotechnique a été réceptionné en 2018, le rapport de l'étude architecturale est en cours d'élaboration.

### **XIII. Promotion des mini-incubateurs au Cameroun**

Dans l'optique d'augmentation de la capacité de production du Centre d'Incubation Pilote de Bonaberi (CIP), la CCIMA a signé avec le MINEPAT une convention pour appui financier exceptionnel en vue de la finalisation des travaux de construction et l'équipement du CIP de 2ème génération de Bwadibo à Douala. En ce qui concerne les activités du CIP dans le cadre du PEA-JEUNES (Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agropastoral des Jeunes), deux cohortes de jeunes ont été formés en 2019. Quarante-trois (43) PIE (Porteurs d'Initiative Economique) ont été formés dans le cadre du partenariat entre la CCIMA. Le CIP a déjà ainsi formé au total 84 jeunes, 81 plans d'affaires ont été élaborés et financés, 84 emplois directs ont été également créés en ce qui concerne le partenariat avec le PEA Jeune.

### **XIV. Promotion et développement de l'initiative privée**

Pour la promotion de l'esprit d'entreprise en milieu scolaire et universitaire, la CCIMA a présenté au cours de la semaine de l'entrepreneuriat jeunes à l'ESSEC du 17 au 23 juin 2018, ses outils d'accompagnement aux porteurs de projets. Y ont pris part 287 Etudiants. Dans le cadre du Programme de Résidence Entrepreneuriale Croisée Bordeaux-Afrique-France, sous l'initiative du Club de Bordeaux, dirigé par Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM, Adjoint au Maire de Bordeaux, en partenariat avec la Mairie de Bordeaux et de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat, deux (02) jeunes entrepreneurs camerounais ont été sélectionnés avec l'expertise technique du Cabinet Mazars. Ceux-ci ont effectué un stage du 1er au 15 avril 2018 à Bordeaux.

### **XV. Production du journal de la CCIMA**

La CCIMA a publié au cours de l'année 2018, le numéro 23 du Journal « LA CHAMBRE » avec en titre « AFRIBAT CAMEROUN 2018 a gagné son pari ». Il a été imprimé en 2500 exemplaires et diffusé auprès des opérateurs économiques, des administrations et des partenaires au développement.

### **XVI. Amélioration de la qualité du poivre de Penja avec l'appui financier du STDF**

Dans le cadre de l'accompagnement technique de l'Indication Géographique Poivre de Penja (IGPP) à l'élaboration d'une requête de financement adressée auprès du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF). L'étude diagnostique réalisée par un consultant international Yvon Bertrand de nationalité canadienne assisté du Consultant National Guy WAMBA, avec l'accompagnement de l'Expert SPS de la CCIMA Pierre KOFFO a été réalisée du 25 février au 03 mars 2018.



Ladite étude a été restituée respectivement le 06 Juin 2018 dans la salle de Conférence de la CCIMA à Douala auprès des responsables des différentes administrations à caractère économique, notamment : le MINADER, le MINSANTE, le MINCOMMERCE, l'ANOR, l'APME, l'API ; le MINPMEESA ; le MINMIDT et le 08 juin 2018 au foyer municipal de Penja auprès des principaux acteurs de la filière poivre et des autorités locales. La requête de financement d'un montant de 583 100 \$ USA ayant pour objet « Amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du Poivre de Penja » a été élaborée et sera transmise au STDF au cours du premier trimestre 2019 au lancement des appels à projet.

## **XVII. Production et diffusion des documents à caractère économique**

A l'issue des travaux de la troisième et de la quatrième session du Comité Scientifique de l'Observatoire Economique de la CCIMA respectivement du 13 juin 2018 et du 05 septembre 2018, trois documents ont été examinés et validés par ledit Comité Scientifique. Il s'agit du Baromètre des PME (français et anglais) pour l'année 2018, du rapport sur la situation économique en 2017 (français et anglais), la note de conjoncture du deuxième semestre 2017 (français et anglais). La thématique de réflexion proposée dans le rapport sur la situation économique en 2017 portait sur le « made in Cameroon ». Tous ces documents qui ont été distribués aux opérateurs économiques camerounais ainsi qu'aux administrations sont disponibles sur le site web de la CCIMA en version électronique téléchargeable : <http://www.ccima.cm/index.php/observatoire-economique/publications-de-la-ccima/category/18-notes-de-conjoncture-economique>.





## **XVIII. Coopération inter-consulaire**

Du 08 au 12 mars 2018, s'est tenu sur le parc des expositions à Yaoundé, en vue de promouvoir le secteur du BTP et des métiers connexes, le salon AFRIBAT Cameroun 2018, organisé par la CCIMA du Cameroun en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Sfax en Tunisie. Y ont pris part quatre-vingt (80) exposants dont quarante (40) entreprises tunisiennes et quarante (40) entreprises camerounaises, environ quatre mille (4000) visiteurs.



La commission Espace Métiers et Innovations (CEMI) du Salon a organisé un concours de l'innovation dans la perspective de promouvoir une transformation industrielle, soucieuse des objectifs du développement durable. Trois prix ont été attribués aux lauréats du concours par un jury pluridisciplinaire présidé par l'Ordre National des Architectes du Cameroun. Il s'agit par ordre de mérite de : ALUCAM SOCATRAL : Produits piliés 100% aluminium ; MILLENIUM IMMOBILIER S.A avec une maison écologique basse consommation en matériaux locaux et BOCOM RECYCLING : ECO-TUILE BOCOM (plastique + sable + autres intrants).

## **XIX. Accompagnement du gouvernement dans l'organisation des missions de promotion économique et commerciale à l'étranger**

Dans le cadre des missions de promotion économique et commerciale à l'étranger, la CCIMA a sensibilisé trois mille cent vingt-cinq (3125) entreprises à participer aux événements de promotion économique au niveau national et international. Quatre-vingt-quinze (95) entreprises enregistrées au niveau de la CCIMA ont effectivement participé aux événements de promotion économique et commerciale. D'autres entreprises, bien que sensibilisées par la CCIMA se sont enregistrées directement auprès des organisateurs.

## **XX. Participation aux manifestations de promotion économique et commerciale en Afrique**

Afin de promouvoir le label Cameroun et développer des relations d'affaires en Afrique, la CCIMA a sensibilisé au cours de l'année 2018 directement au moins 1275 entreprises à participer à six manifestations économiques et commerciales organisées au Cameroun, au Burkina Faso, en Tunisie et au Kenya. C'est ainsi que le 5ème SIALY 2018 et le Forum International de l'Industrie Halal ont eu lieu à Yaoundé ; le 5ème Forum Ouest-Africain de développement des entreprises au Burkina Faso ; la 3ème Edition du Salon International des équipements et technologies et de la sécurité « Security Expo North Africa 2018 » s'est tenu en Tunisie ; le Forum Stars in Africa a eu lieu en Nairobi au Kenya. Soixante-quinze (75) opérateurs économiques camerounais ont effectivement participé à ces manifestations en Afrique.

## **XXI. Accueil des missions économiques étrangères**

S'agissant de l'accueil de ces missions, la CCIMA a sensibilisé 150 entreprises pour la participation au Forum des Investisseurs Internationaux (F2i), tenu de 04 avril 2018 à l'hôtel SAWA à Douala en partenariat avec la Chambre de Commerce Chine-Afrique (CCCA) et l'Association Shaolin Black and White (AISBW). Soixante (60) entreprises camerounaises ont effectivement pris part au Forum, avec comme résultat dix-sept (17) fiches de projets enregistrées.

## **Bibliographie**

- BAD. (2019). *Perspectives économiques en Afrique.*
- BAD. (2019). *Perspectives économiques en Afrique australe.*
- BAD. (2019). *Perspectives économiques en Afrique centrale.*
- BAD. (2019). *Perspectives économiques en Afrique de l'Est.*
- BAD. (2019). *Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest.*
- BAD. (2019). *Perspectives économiques en Afrique du Nord.*
- CCIMA. (2018). *Rapport sur la situation économique du Cameroun en 2017.*
- FAO, P. C. (2010). *Evaluation préliminaire des besoins par pays – Document de travail – Cameroun.*
- FMI. ( 2019). *Perspectives de l'Economie Mondiale Croissance ralentie, reprise précaire.*
- INS. (2018). *Les Comptes Nationaux de 2018.*
- INS. (2019). *Evolution de l'inflation au cours de l'année 2018.*
- INSEE. (2019). *Note de Conjoncture.*

## **Webographie**

<http://www.worldbank.org/Commodities>

<http://www.adfi-ci.org/fr>

# Comité de rédaction

## **Directeur de Publication**

M. EKEN Christophe

## **Superviseur**

M. Halidou BELLO

## **Coordonnateur de la rédaction**

M. YEMENE Samuel

## **Comité scientifique**

Dr ETOUNGA MANGUELE Daniel

Pr BAYE MENJO Francis

Pr ATANGANA ONDOA Henri

Pr FOMBA KAMGA Benjamin

Dr MBANGA KASSI HEMO J.P. Olivier

Dr. EMINI Arnault Christian

M. NKOU Jean Pascal

M. YEMENE Samuel

M. YANGAM Emmanuel

M. OUSMANOU NGAM

## **Secrétariat Technique**

### ***Chef de Secrétariat Technique***

KOFFO Pierre

### ***Membres du Secrétariat***

ARETOUYAP Amamatou

EKODO Jules Christian